

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION EXTRAORDINAIRE 1991-1992 (*)

10 JUILLET 1992

PROPOSITION DE LOI

**tendant à réglementer et à contrôler
l'ouverture et les activités des
entreprises de courtage matrimonial**

RAPPORT

FAIT AU NOM DES COMMISSIONS DE
L'ECONOMIE, DE LA POLITIQUE
SCIENTIFIQUE, DE L'EDUCATION ET DES
INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET
CULTURELLES NATIONALES ET DE
L'AGRICULTURE ET DES CLASSES
MOYENNES (1)

PAR M. SCHELLENS

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre Commission a examiné cette proposition de loi au cours de ses réunions des 18 mars, 17 juin et 1^{er} juillet 1992.

(1) Composition des Commissions : voir p. 2.

Voir :

- 81 - 91 / 92 (S.E.) :

- N° 1 : Proposition de loi de M. Tomas.
- N° 2 à 5 : Amendements.

Voir aussi :

- 81 - 91 / 92 (S.E.) :

- N° 7 : Texte adopté par la Commission.

(*) Première session de la 48^e législature.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

BUITENGEWONE ZITTING 1991-1992 (*)

10 JULI 1992

WETSVOORSTEL

**ertoe strekkende de opening en de
exploitatie van huwelijksbureaus te
regelen en te controleren**

VERSLAG

NAMENS DE VERENIGDE COMMISSIES
VOOR HET BEDRIJFSLEVEN,
HET WETENSCHAPSBELEID, HET ONDERWIJS
EN DE NATIONALE WETENSCHAPPELIJKE
EN CULTURELE INSTELLINGEN EN VOOR DE
LANDBOUW EN DE MIDDENSTAND (1)

UITGEBRACHT DOOR DE HEER SCHELLENS

DAMES EN HEREN,

Uw Commissie heeft onderhavig wetsvoorstel besproken tijdens haar vergaderingen van 18 maart, 17 juni en 1 juli 1992.

(1) Samenstelling van de Commissies : zie blz. 2.

Zie :

- 81 - 91 / 92 (B.Z.) :

- N° 1 : Wetsvoorstel van de heer Tomas.
- N° 2 tot 5 : Amendementen.

Zie ook :

- 81 - 91 / 92 (B.Z.) :

- N° 7 : Tekst aangenomen door de commissie.

(*) Eerste zitting van de 48^e zittingsperiode.

I. — EXPOSE INTRODUCTIF DE M. TOMAS, AUTEUR DE LA PROPOSITION DE LOI

L'auteur de la proposition de loi à l'examen affirme que les entreprises offrant des services matrimoniaux (agences matrimoniales, clubs de rencontres, etc.) se sont développées ces dernières années.

Cette intensification de l'activité de courtage matrimonial n'est pas sans poser certains problèmes.

L'Administration du Commerce, au sein du Ministère des Affaires économiques, ainsi que différentes associations de consommateurs reçoivent régulièrement des plaintes émanant de personnes victimes de pratiques commerciales douteuses de la part de certaines de ces entreprises de courtage matrimonial.

L'auteur cite les principaux griefs énoncés à l'égard de certaines entreprises de courtage matrimonial :

— le fait que des annonces matrimoniales émanant, selon toute apparence, de particuliers à la recherche d'un conjoint sont en fait des offres de services d'agences spécialisées;

— le fait que les prestations ne correspondent pas aux promesses reçues et au prix payé. Généralement, en effet, très peu de candidats sont présentés aux plaignants et en plus ils ne correspondent guère aux caractéristiques souhaitées. Dans certains cas, on a

(1) Composition de la Commission de l'économie, de la politique scientifique, de l'éducation et des institutions scientifiques et culturelles nationales :

President : M. Nothomb.

A. — Titulaires :	B. — Suppléants :
C.V.P. MM. De Clerck, Dupré, Pinxten, Schuermans, Vankeirsbilck.	MM. Dhoore, Moors, Mme Nelis-Van Liedekerke, MM. Vandendriesche, Van Looy, N.
P.S. MM. Charlier (G.), Léonard, Minet, Tomas.	Mme Burgeon (C.), MM. Collart, Gilles, Santkin, N.
S.P. MM. Dielens, Lisabeth, Schellens.	MM. De Bremeacker, Landuyt, Van der Maelen, Van der Sande.
P.V.V. MM. Cortois, Deswaene, Platteau.	MM. Berben, Vautmans, Vergote, Verwilghen.
P.R.L. MM. Bertrand, Pierard.	MM. de Clippele, Knoops, Kubla.
P.S.C. Mme Corbisier-Hagon, M. Nothomb.	MM. Detremmerie, Langendries, Thissen.
Ecolo/Agalev MM. De Vlieghere, Moraël.	MM. Cheron, Defeyt, Geysels.
VI M. Van Nieuwenhuysen.	M. Caubergs, Mme Dillen.
Blok	
V.U. M. Candries.	MM. Olaerts, Van Vaerenbergh.

(1) Composition de la Commission de l'agriculture et des classes moyennes :

President : M. Baldewijns.

A. — Titulaires :	B. — Suppléants :
C.V.P. MM. De Keersmaecker, Ghesquiere, Moors, Mme Nelis-Van Liedekerke, M. Van Looy.	MM. Cauwenberghs, De Clerck, Desmet, Mme Merckx-Van Goey, MM. Tant, Van Parys.
P.S. MM. Canon, Charlier (G.), Janssens, Santkin.	MM. Delizée, Gilles, Minet, Namotte, N.
S.P. MM. Baldewijns, Hostekint, Logist.	MM. Bourgois (M.), De Mol, Schellens, Vande Lanotte.
P.V.V. MM. Denys, Ramoudt, Vergote.	MM. Bril, Cordeel, Deswaene, Van Mechelen.
P.R.L. MM. Bertrand, Hazette.	MM. Ducarme, Saulmont, Severin.
P.S.C. MM. Beaufays, Thissen.	MM. Hiance, Poncelet, Sénéca.
Ecolo M. Brisart, Mme Dua.	MM. Barbé, Dejonckheere, De Vlieghere.
Agalev	MM. De Man, Wymeersch.
VI M. Caubergs.	
Blok	
V.U. M. Caudron.	MM. Lauwers, Van Vaerenbergh.

I. — INLEIDING VAN DE HEER TOMAS, INDIENER VAN HET WETSVOORSTEL

Volgens de indiener van het ter bespreking liggende wetsvoorstel hebben de ondernemingen die aan huwelijksbemiddeling doen (hewelijksbureaus, ontmoetingsclubs, ...) de jongste jaren een sterke groei gekend.

Die toegenomen activiteiten inzake huwelijksbemiddeling zorgen evenwel voor een aantal moeilijkheden.

De Administratie van de Handel, die deel uitmaakt van het Ministerie van Economische Zaken, ontvangt net als verscheidene consumentenverenigingen geregeld klachten van personen die het slachtoffer geworden zijn van dubieuze handelspraktijken van bepaalde van die huwelijksbureaus.

De indiener somt de belangrijkste klachten op die over bepaalde huwelijksbureaus worden geuit :

— huwelijksadvertenties die ogenschijnlijk werden geplaatst door een particulier op zoek naar een partner, komen in feite van een gespecialiseerd huwelijksbureau dat zijn diensten aanbiedt;

— de verleende diensten staan niet in verhouding tot de gedane beloften en de prijs die ervoor betaald is. Doorgaans ontmoeten de gedupeerden immers slechts heel weinig kandidaten, die dan bovendien nog nauwelijks aan de wensen van de betrokkenen

(1) Samenstelling van de Commissie voor het bedrijfsleven, het wetenschapsbeleid, het onderwijs en de nationale wetenschappelijke en culturele instellingen :

Voorzitter : de heer Nothomb.

A. — Vaste leden :	B. — Plaatsvervangers :
C.V.P. HH. De Clerck, Dupré, Pinxten, Schuermans, Vankeirsbilck.	HH. Dhoore, Moors, Mevr. Nelis-Van Liedekerke, HH. Vandendriesche, Van Looy, N.
P.S. HH. Charlier (G.), Léonard, Minet, Tomas.	Mevr. Burgeon (C.), HH. Collart, Gilles, Santkin, N.
S.P. HH. Dielens, Lisabeth, Schellens.	HH. De Bremeacker, Landuyt, Van der Maelen, Van der Sande.
P.V.V. HH. Cortois, Deswaene, Platteau.	HH. Berben, Vautmans, Vergote, Verwilghen.
P.R.L. HH. Bertrand, Pierard.	HH. de Clippele, Knoops, Kubla.
P.S.C. Mevr. Corbisier-Hagon, H. Nothomb.	HH. Detremmerie, Langendries, Thissen.
Ecolo/Agalev HH. De Vlieghere, Moraël.	HH. Cheron, Defeyt, Geysels.
VI H. Van Nieuwenhuysen.	H. Caubergs, Mevr. Dillen.
Blok	
V.U. H. Candries.	HH. Olaerts, Van Vaerenbergh.

(1) Samenstelling van de Commissie voor de landbouw en de middenstand :

Voorzitter : de heer Baldewijns.

A. — Vaste leden :	B. — Plaatsvervangers :
C.V.P. HH. De Keersmaecker, Ghesquiere, Moors, Mevr. Nelis-Van Liedekerke, H. Van Looy.	HH. Cauwenberghs, De Clerck, Desmet, Mevr. Merckx-Van Goey, HH. Tant, Van Parys.
P.S. HH. Canon, Charlier (G.), Janssens, Santkin.	HH. Delizée, Gilles, Minet, Namotte, N.
S.P. HH. Baldewijns, Hostekint, Logist.	HH. Bourgois (M.), De Mol, Schellens, Vande Lanotte.
P.V.V. HH. Denys, Ramoudt, Vergote.	HH. Bril, Cordeel, Deswaene, Van Mechelen.
P.R.L. HH. Bertrand, Hazette.	HH. Ducarme, Saulmont, Severin.
P.S.C. HH. Beaufays, Thissen.	HH. Hiance, Poncelet, Sénéca.
Ecolo/Agalev H. Brisart, Mevr. Dua.	HH. Barbé, Dejonckheere, De Vlieghere.
VI H. Caubergs.	HH. De Man, Wymeersch.
Blok	
V.U. H. Caudron.	HH. Lauwers, Van Vaerenbergh.

même fait appel à des « candidats professionnels » ou « figurants »;

— le fait qu'il est généralement impossible, malgré le coût élevé de ces contrats (souvent près de 100 000 francs) et les résultats négatifs, de rompre les engagements conclus sans payer des dédommagements exagérés.

L'auteur fait encore état de plaintes révélant d'autres types d'abus qui elles sont moins typiques. Elles concernent par exemple l'insatisfaction des individus quant aux services rendus.

Le manque de qualité des services des entreprises de courtage matrimonial tient sans aucun doute au fait que la plupart d'entre elles sont ce que l'on appelle des « agences franchisées ».

Les « agences franchisées » reçoivent le nom et le fichier d'une maison mère moyennant une somme d'argent assez importante.

Le fichier reçu ne tarde cependant pas à se démonter et les « agences franchisées » sont incapables de le remettre à jour.

Il n'y a pas de réglementation, en Belgique, de l'activité de courtage matrimonial, et ce fait a été déploré à de nombreuses reprises.

L'auteur estime que les nombreux abus exposés indiquent qu'il s'agit d'un domaine où une législation spécifique est nécessaire, telles qu'elles sont déjà d'application chez nos voisins immédiats (Pays-Bas, France).

L'auteur explique que sa proposition de loi a pour champ d'application les activités des entreprises de courtage matrimonial et qu'elle ne concerne donc pas les activités à caractère psycho-médico-social, comme celles des centres de consultation familiale, de guidance, etc.

La proposition de loi a pour principaux objectifs :

1) d'une part d'exiger des agences matrimoniales qu'elles soient parfaitement identifiables : toutes les entreprises de courtage matrimonial seront soumises à l'agrément du Ministère des Affaires économiques;

2) d'autre part de réglementer les offres et les contrats de courtage matrimonial :

- obligation d'un contrat écrit;
- contrat à durée déterminée (un an au plus);

— faculté de résiliation pour motif légitime à tout moment : il s'agit de permettre aux clients de résilier le contrat pour maladie grave, accident, changement de résidence mais aussi pour non-présentation par l'agence de personnes correspondant aux caractéristiques souhaitées;

— renonciation au contrat dans un délai de sept jours à compter de la signature;

beantworten. In bepaalde gevallen werd zelfs een beroep gedaan op « professionele kandidaten » of « figuranten »;

— ondanks de hoge bedragen die met dergelijke overeenkomsten gemoeid zijn (vaak bijna 100 000 frank) en de negatieve resultaten ervan, is het meestal onmogelijk de overeenkomst te verbreken zonder een buitensporige schadevergoeding te moeten betalen.

Voorts maakt spreker gewag van andere soorten, minder typische misbruiken. Zij hebben bijvoorbeeld betrekking op de ontevredenheid van individuele personen over de verleende diensten.

Het gebrek aan kwaliteit van de door huwelijksbureaus verleende diensten houdt ongetwijfeld verband met het feit dat een groot aantal van deze ondernemingen in franchising gegeven agentschappen zijn.

Dergelijke agentschappen in franchising beschikken tegen betaling van een aanzienlijk bedrag over de naam en het bestand van een moederonderneming.

De desbetreffende bestanden zijn evenwel zeer snel achterhaald, en de franchising-agentschappen zijn niet in staat ze bij te werken.

In België zijn de activiteiten van huwelijksbureaus niet aan enige regelgeving onderworpen, hetgeen reeds bij herhaling is betreurd.

Spreker is van oordeel dat het grote aantal misbruiken dat aan het licht is gekomen, ertoe noopt bijzondere wettelijke bepalingen uit te werken, en wel in navolging van die welke in onze buurlanden (Nederlanden, Frankrijk) reeds van toepassing zijn.

Hij brengt onder de aandacht dat de werkingssfeer van zijn wetsvoorstel de activiteiten van huwelijksbureaus omvat en derhalve niet de activiteiten op psycho-medisch gebied, zoals die welke door centra voor gezinsadvies of bureaus voor sociale begeleiding worden uitgeoefend.

De belangrijkste doelstellingen van het wetsvoorstel zijn de volgende :

1) eensdeels moeten de huwelijksbureaus perfect identificeerbaar zijn. Daarom worden zij aan erkenning door het Ministerie van Economische Zaken onderworpen;

2) anderdeels moet er een wettelijke regeling komen voor de advertenties en de eigenlijke overeenkomsten van huwelijksbemiddeling :

- verplichte schriftelijke overeenkomst;
- overeenkomst voor een bepaalde tijd (ten hoogste één jaar);

— mogelijkheid om de overeenkomst om een wettige reden te allen tijde te verbreken : de bedoeling is de klant in staat te stellen de overeenkomst op te zeggen in geval van ernstige ziekte, bij ongeval of verandering van woonplaats, maar ook wanneer het huwelijksbureau nalaat de klant in contact te brengen met personen die aan het door hem gewenste profiel voldoen;

— de mogelijkheid om de overeenkomst tot zeven dagen na de ondertekening ervan op te zeggen;

— petites annonces réglementées : les annonces devront comporter les coordonnées du professionnel, les indications essentielles sur la personne qui cherche à contracter mariage et les qualités de la personne recherchée par elle. De plus, le professionnel doit pouvoir justifier de l'existence d'un accord de la personne présentée par l'annonce sur son contenu et la diffusion de celle-ci.

La législation proposée est inspirée principalement de l'article 6 de la loi française du 23 juin 1989 relative à l'information et à la protection des consommateurs ainsi qu'à diverses pratiques commerciales qui réglemente les offres de rencontre en vue de la réalisation d'un mariage ou d'une union stable.

3) enfin, un contrôle ne se concevant pas sans sanctions, de pénaliser les contrevenants.

Ainsi, par exemple, les sanctions qui répriment l'escroquerie seront applicables lorsque l'entreprise aura promis d'organiser des rencontres avec une personne fictive.

II. — EXPOSE DU VICE-PREMIER MINISTRE, MINISTRE DE LA JUSTICE ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES

A. INTRODUCTION

Le Ministre confirme qu'une réglementation de certaines formes de publicité dans le domaine relationnel et matrimonial et une moralisation de l'activité de certaines agences matrimoniales s'imposent.

On déplore en effet des abus de certaines formes de publicité contraires à la dignité de la personne humaine, notamment des petites annonces présentant des femmes, souvent en provenance du tiers monde ou de pays économiquement faibles, comme des marchandises, ainsi que des méthodes de « vente sur catalogue » inacceptables.

Par ailleurs, des pratiques douteuses doivent être combattues, par exemple la présentation de faux candidats au mariage ou les « pièges » contenus dans certaines clauses contractuelles acceptées par des clients dont on exploite parfois la naïveté ou la faiblesse psychologique.

B. ETAT DU PROJET DU GOUVERNEMENT

Le Ministre a soumis au Conseil des Ministres du 21 juin 1991 un avant-projet de loi relatif aux activités de médiation dans le domaine relationnel et matrimonial.

— de reglementering van de advertenties : de advertenties moeten melding maken van de personalia van de professionele bemiddelaar, van de essentiële gegevens over de huwelijkskandidaat en van het profiel waaraan de gezochte persoon moet beantwoorden. De professionele bemiddelaar moet voorts kunnen bewijzen dat de in de advertentie voorgestelde persoon instemt met de inhoud en de verspreiding van die advertentie.

De voorgestelde wetgeving is vooral ingegeven door artikel 6 van de Franse wet van 23 juni 1989 betreffende de voorlichting en de bescherming van de consumenten en betreffende verscheidene handelspraktijken, dat voorziet in een regeling met betrekking tot de voorstellen om ontmoetingen te organiseren met het oog op de totstandbrenging van een huwelijk of een vaste relatie.

3) tot slot, aangezien er geen toezicht denkbaar is zonder dat er sancties bestaan, de overtreders te straffen.

Zo zijn bijvoorbeeld de strafbepalingen ter betuiging van oplichting van toepassing wanneer de door het huwelijksbureau beloofde ontmoetingen betrekking hebben op een fictieve persoon.

II. — UITEENZETTING VAN DE VICE-EERSTE MINISTER EN MINISTER VAN JUSTITIE EN ECONOMISCHE ZAKEN

A. INLEIDING

De Minister bevestigt dat het noodzakelijk is een reglementering voor bepaalde vormen van reclame op het stuk van de huwelijks- en relatiebemiddeling uit te werken, alsmede bepaalde huwelijksbureaus bij het uitoefenen van hun activiteiten de elementaire morele waarden te doen eerbiedigen.

Het valt immers te betreuren dat bepaalde vormen van reclame worden misbruikt en dat aldus de menselijke waardigheid wordt aangetast, inzonderheid door de kleine advertenties waarin vrouwen, vaak uit derde-wereldlanden of economisch zwakke landen, worden aangeprezen alsof ze koopwaar zijn, en door onaanvaardbare methodes van « verkoop per catalogus ».

Verder moeten dubieuze praktijken worden bestreden, bijvoorbeeld het voorstellen van valse huwelijkskandidaten of het strikken van klanten, die men bepaalde contractuele bedingen doet aanvaarden; vaak wordt daarbij misbruik gemaakt van hun naïviteit of hun psychologische kwetsbaarheid.

B. STAND VAN ZAKEN VAN HET REGERINGSONTWERP

De Minister van Justitie heeft op de Ministerraad van 21 juni 1991 een voorontwerp van wet betreffende de bemiddelingsactiviteiten met het oog op de totstandbrenging van een relatie of een huwelijk ingediend.

Cet avant-projet contient essentiellement des dispositions relatives d'une part aux contrats de « courtage » matrimonial et d'autre part des dispositions relatives à la publicité dans ce domaine.

Les dispositions relatives aux contrats sont directement inspirées de la loi française du 23 juin 1989, relative à l'information et à la protection des consommateurs ainsi qu'à diverses pratiques commerciales.

Elles visent essentiellement :

- à assurer la clarté de l'opération;
- à éviter que le client ne soit contraint et forcé par la signature d'un contrat de longue durée non résiliable;
- à garantir au client un délai de réflexion;
- à interdire des formes dangereuses de financement (lettre de change ou chèque déposé à titre de « garantie »);
- à sanctionner pénalement les infractions aux dispositions qui précèdent;
- à sanctionner pénalement des pratiques trompeuses qui s'apparentent à de l'escroquerie sans toutefois tomber sous le coup des dispositions actuelles du code pénal car il s'agit de manœuvres postérieures à la passation des contrats.

Les dispositions relatives à la publicité visent :

- à interdire les formes de publicité contraires à la dignité humaine;
- à assurer plus de transparence en cas d'annonces émanant d'agences.

L'avant-projet de loi contient également une disposition importante prévoyant une forme adéquate de « sanction alternative » en permettant au juge d'ordonner la fermeture de l'établissement et d'interdire aux condamnés d'exploiter un tel établissement ou d'y être employés.

Le Conseil des Ministres a décidé le renvoi de cet avant-projet de loi en groupe de travail.

Le Gouvernement n'a pas encore pris position sur les conclusions du groupe de travail qui a terminé ses travaux en septembre 1991.

C. LA PROPOSITION DE LOI DEPOSEE PAR M. TOMAS

Le Ministre constate que, tout comme le projet du Gouvernement, la proposition n° 81 de M. Tomas contient certaines dispositions relatives aux contrats et à la publicité.

Cette proposition a le grand mérite d'apporter un début de solution selon une approche à bien des égards semblable à celle du projet du Gouvernement. Elle appelle toutefois quelques observations.

Les dispositions relatives aux contrats sont moins complètes que celles contenues dans l'avant-projet. En particulier, la proposition contient un projet d'article 8 donnant compétence au Roi pour régler les modalités de restitution des sommes versées en cas

Dat voorontwerp van wet bevat vooral bepalingen over « huwelijksbemiddelingsovereenkomsten » enerzijds, de reclame daarvoor anderzijds.

De bepalingen inzake de overeenkomsten zijn direct ingegeven door de Franse wet van 23 juni 1989 betreffende de voorlichting en de bescherming van de consumenten en betreffende diverse handelspraktijken.

Die bepalingen willen voornamelijk :

- de verrichting doorzichtig doen verlopen;
- voorkomen dat de klant echt gebonden wordt door het ondertekenen van een niet-opzeggbare lange-termijnovereenkomst;
- de klant een bedenktijd geven;
- riskante financieringsmogelijkheden verbieden (wisselbrief of cheque die als « waarborg » wordt overhandigd);
- de overtredingen van de voornoemde bepalingen bestraffen;
- de met oplichting verwante bedrieglijke praktijken bestraffen zonder dat die evenwel onder de huidige bepalingen van het Strafwetboek vallen aangezien het handelingen zijn die na het sluiten van de overeenkomst worden gesteld.

De bepalingen inzake reclame beogen :

- de reclame die tegen de menselijke waardigheid indruist, te verbieden;
- aankondigingen die van agentschappen uitgaan, doorzichtiger te maken.

Het voorontwerp van wet bevat tevens een belangrijke bepaling die een passende « alternatieve straf » in uitzicht stelt, waarbij de rechter de mogelijkheid krijgt het bureau te sluiten en de veroordeelden verbod op te leggen een dergelijke onderneming te exploiteren of er te werken.

De Ministerraad heeft besloten dat voorontwerp van wet naar een werkgroep te verwijzen.

Over de conclusies van de werkgroep die haar werkzaamheden in september 1991 heeft afgerond, heeft de regering zich nog niet uitgesproken.

C. HET WETSVOORSTEL VAN DE HEER TOMAS

De Minister stelt vast dat het wetsvoorstel n° 81 van de heer Tomas, net zoals het ontwerp van de regering, een aantal bepalingen inzake de overeenkomsten en de reclame omvat.

Het is de grote verdienste van dit wetsvoorstel dat het een aanzet tot een oplossing geeft, en wel aan de hand van een benadering die op tal van punten aansluit bij die welke in het ontwerp van de regering wordt gehanteerd. Niettemin moeten in dit verband een aantal kanttekeningen worden gemaakt.

De bepalingen betreffende de overeenkomsten zijn niet zo volledig als die welke in het voorontwerp zijn opgenomen. Aldus verleent artikel 8 van het wetsvoorstel aan de Koning de bevoegdheid om in geval van opzegging van de overeenkomst de terugbetaling

de résiliation du contrat. Les développements sont muets à cet égard.

Le Ministre fait remarquer que cette proposition de loi ne vise pas les formes de publicité dégradantes. Elle ne prévoit pas non plus des sanctions spécifiques.

Au-delà de ces aspects qui pourraient être revus par voie d'amendements, la proposition de loi se distingue essentiellement de l'avant-projet par le fait qu'elle tend à l'instauration d'un système d'agrément par le ministère des affaires économiques.

Il faut être très prudent face à un tel système qui pose des questions délicates :

- Si l'on veut organiser un agrément, il faut définir des critères;

- Quels pourraient-ils être ? (la proposition n'en prévoit que deux : la production d'un certificat de bonnes vie et mœurs et le fait de proposer aux clients des contrats conformes à la loi);

- comment et avec quels moyens leur respect pourrait-il être contrôlé ?

- Si c'est le ministre des affaires économiques qui accorde l'agrément, les critères seraient de nature commerciale, or ce qu'on attend d'une « bonne » agence matrimoniale se situe plutôt sur les plans de la déontologie et de la psychologie, soit sur le terrain qualitatif. Or, sur ce plan, on tombe dans le domaine des matières personnalisables, ce qui entraînerait un conflit de compétences.

- L'agrément pourrait être perçu comme une sorte de label de sérieux accordé par les pouvoirs publics, alors que l'autorité qui l'accorderait ne serait pas à même d'émettre une appréciation sur le plan de la qualité du service rendu.

D. INCIDENCES DE LA NOUVELLE LOI SUR LES PRATIQUES DU COMMERCE ET SUR L'INFORMATION ET LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

La réforme de la législation sur les pratiques du commerce introduite par la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur, entrée en vigueur le 29 février 1992, ouvre de nouvelles perspectives.

Le Roi peut, en effet, par arrêté délibéré en conseil des Ministres, sur proposition du Ministre des affaires économiques, prescrire ou interdire certaines clauses contractuelles ou imposer un contrat type.

La procédure est cependant lourde, puisqu'il faut que soient réunis les avis de la Commission des clauses abusives et du Conseil supérieur des classes moyennes. La première de ces deux instances n'est

van de reeds gestorte bedragen nader te regelen. In de toelichting komt een en ander niet aan de orde.

De Minister wijst erop dat dit wetsvoorstel geen betrekking heeft op vernederende vormen van reclame, en evenmin in bijzondere strafmaatregelen voorziet.

Naast deze aspecten, die via amendementen kunnen worden gewijzigd, bestaat het belangrijkste verschil tussen het wetsvoorstel en het voorontwerp erin dat de erkenning overeenkomstig het wetsvoorstel door het Ministerie van Economische Zaken geschiedt.

Ten aanzien van een dergelijke regeling is omzichtigheid geboden, aangezien zij een aantal delicate problemen doet rijzen :

- om een systeem van erkenning uit te werken, moeten erkenningscriteria worden vastgesteld;

- welke criteria kunnen in dit verband worden gehanteerd ? (in het wetsvoorstel worden slechts twee criteria genoemd : voorlegging van een getuigschrift van goed zedelijk gedrag en het vereiste om de klanten wettelijke overeenkomsten aan te bieden);

- hoe en met welke middelen kan worden nagegaan of deze criteria worden in acht genomen ?

- indien de erkenning door de Minister van Economische Zaken wordt verleend, moet het gaan om criteria van commerciële aard. De eisen waaraan « bonafide » huwelijksbureaus moeten voldoen, liggen echter veeleer op deontologisch, psychologisch of kwalitatief gebied. Een en ander valt dan weer onder de persoonsgebonden materies, hetgeen tot bevoegdheidsconflicten aanleiding kan geven.

- de erkenning kan als het ware als een door de overheid verstrekt kwaliteitslabel worden aangemerkt, terwijl de erkennende instantie niet in staat is om de verleende diensten vanuit kwaliteitsoverwegingen te beoordelen.

D. WEERSLAG VAN DE NIEUWE WET BETREFFENDE DE HANDELSPRAKTIJKEN EN DE VOORLICHTING EN BESCHERMING VAN DE CONSUMENT

De hervorming van de wetgeving inzake de handelspraktijken heeft haar beslag gekregen met de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument, die op 29 februari 1992 in werking is getreden. Deze hervorming heeft nieuwe perspectieven geopend.

De Koning kan immers bij een in Ministerraad overlegd besluit op voorstel van de Minister van Economische Zaken bepaalde bedingen voorschrijven of verbieden, of een modelovereenkomst opleggen.

De desbetreffende procedure is evenwel omslachtig, aangezien de adviezen van de Commissie voor onrechtmatige bedingen en van de Hoge Raad voor de Middenstand ingewonnen moeten worden. De

pas encore opérationnelle. L'efficacité pourrait donc justifier l'intervention du législateur.

III. — DISCUSSION GENERALE

L'auteur de la proposition de loi marque son accord pour confronter son texte à celui de l'avant-projet de loi en vue de l'introduction éventuelle d'amendements.

En ce qui concerne le fond de la proposition, il explique que l'agrément équivaut à un enregistrement de l'agence matrimoniale et doit constituer une simple référence administrative devant obligatoirement figurer sur les contrats. Il ne s'agit nullement d'une garantie accordée par le Ministère des Affaires économiques quant à la qualité et au sérieux de l'agence matrimoniale.

Un membre soutient cette proposition de loi dans le cadre de la lutte contre le mauvais traitement des femmes. La présentation de faux candidats au mariage est une pratique qui doit être sévèrement combattue. Il estime que la délivrance d'un agrément est indispensable.

L'intervenant souhaite également que la Commission des clauses abusives instituée en vertu de l'article 35 de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur, soit rapidement mise sur pied pour donner avis au Ministre des Affaires économiques sur le fait de savoir s'il y a lieu de prescrire ou d'interdire certaines clauses contractuelles ou d'imposer un contrat type, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

Il rappelle que M. Ansoms a déposé au Vlaamse Raad au mois de mars 1988, une proposition de décret sur le même sujet et demande si un conflit de compétences ne risque pas de voir le jour.

Un autre membre se demande si la problématique doit être envisagée d'un point de vue purement économique ou si la matière ne relève pas plutôt du secteur de l'aide sociale, comme le suggère la proposition de décret de M. Ansoms.

En outre, le membre estime qu'il serait opportun de déterminer le profil type d'agences matrimoniales, de connaître leurs méthodes d'organisation ainsi que les critères déontologiques qu'elles se fixent.

Il convient également de savoir si la future législation sera conforme aux dispositions du futur projet de loi relatif à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel (Doc. n° 413).

L'intervenant suivant fait observer que le développement des agences matrimoniales est la conséquence de l'échec des ménages modernes, dû à la vie

eerstgenoemde instantie functioneert nog niet. Het is dan ook niet uitgesloten dat de wetgever moet optreden, ten einde deze regeling doeltreffend te maken.

III. — ALGEMENE BESPREKING

De indiener van het wetsvoorstel stemt ermee in zijn tekst aan die van het voorontwerp van wet te toetsen, om eventueel amendementen in te dienen.

Wat de grond van zijn voorstel betreft, verduidelijkt hij dat de erkenning overeenstemt met een registratie van het huwelijksbureau en dat zulks een gewone administratieve referentie hoort te worden, die in de overeenkomsten moet worden vermeld. Dat is geenszins een door het Ministerie van Economische Zaken verleende waarborg inzake de kwaliteit en de betrouwbaarheid van het huwelijksbureau.

Een lid schaart zich achter dat wetsvoorstel omdat het past in de strijd tegen de onwaardige behandeling die vrouwen te beurt valt. Het inschakelen van valse huwelijkskandidaten is een praktijk die krachtadig behoort te worden tegengaan. Hij vindt de uitreiking van een erkenning noodzakelijk.

Spreker wil ook dat de bij artikel 35 van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument ingestelde commissie voor onrechtmatige bedingen spoedig wordt opgericht zodat ze de Minister van Economische Zaken van advies kan dienen over de vraag of bepaalde contractuele verplichtingen voorgeschreven dan wel verboden horen te worden en of een modelovereenkomst bij een in Ministerraad overlegd besluit moet worden opgelegd.

Hij herinnert eraan dat de heer Ansoms in maart 1988 over hetzelfde onderwerp een voorstel van decreet heeft ingediend bij de Vlaamse Raad; hij vraagt of dat geen aanleiding zal geven tot bevoegdheidsconflicten.

Een ander lid vraagt zich af of het vraagstuk uit een louter economisch oogpunt bekeken moet worden, dan wel of die aangelegenheid niet veeleer ressorteert onder de maatschappelijke bijstand, zoals het voorstel van decreet van de heer Ansoms suggereert.

Bovendien zou men volgens het lid de kenmerken van een gemiddeld huwelijksbureau moeten kennen en onderzoeken volgens welke methodes een dergelijk bureau gerund wordt en welke deontologische criteria het in acht neemt.

Voorts dient men zich af te vragen of de ontworpen wet strookt met de bepalingen van het wetsontwerp tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens (Stuk n° 413).

De volgende spreker merkt op dat de huwelijksbureaus een grote uitbreiding hebben genomen omdat zoveel moderne gezinnen op de klippen lopen wegens

trépidante et au manque de temps. Il soulève également le problème de la compétence.

Un membre estime que la problématique envisagée relève bien de la compétence du secteur de l'aide sociale. Il s'oppose à l'avis du Conseil d'Etat formulé le 8 novembre 1990 sur la proposition de décret précitée de M. Ansoms, qui stipule que les agences matrimoniales doivent être cataloguées dans le secteur économique et relèvent donc de la double compétence de l'autorité nationale et des Régions, en ôtant tout pouvoir de légiférer aux Communautés. Il estime que cet avis du Conseil d'Etat doit être confronté aux différents arrêts de la Cour d'Arbitrage en matière de protection de la jeunesse et au décret ayant trait à la pratique sportive médicalement responsable.

Le membre est persuadé que le courtage matrimonial doit être considéré comme relevant du secteur de l'aide aux personnes et donc de la compétence des Communautés.

Le Ministre estime que l'agrément ne doit pas être délivré par le Ministère des Affaires économiques.

L'autorité nationale devrait se limiter à la réglementation, au niveau du droit civil et du droit pénal, en laissant aux Communautés le soin de régler les aspects qui relèvent de l'aide sociale.

Il faudra également prendre en compte la compétence du Département des Classes moyennes au niveau de l'accès à la profession.

Le Ministre communiquera le contenu de l'avant-projet de loi, qui pourra éventuellement inspirer des amendements sur la proposition de loi à l'examen, par exemple en ce qui concerne le droit civil et les sanctions pénales.

Un membre insiste pour que la proposition de loi soit adoptée rapidement après qu'elle aura éventuellement été adaptée en fonction des amendements présentés par le Gouvernement et par des membres.

La question essentielle à ce propos est de déterminer la nature de la matière à régler.

Il s'agit tout d'abord d'une activité de courtage : la mise en contact de personnes est un service, une prestation d'ordre économique. Outre cet aspect économique, le courtage matrimonial ou relationnel présente encore un autre aspect, plus qualitatif, à savoir l'assistance aux personnes désireuses d'établir une relation stable. Il est évident qu'à cet égard, il s'agit de « bien-être » et d'aide aux personnes.

Il estime que le législateur national doit se limiter à réglementer la dimension juridique et contractuelle du problème du courtage. L'instauration d'une procédure d'agrément, qui implique une appréciation qualitative, n'est pas une mesure appropriée.

de la jachigheid van het bestaan en omdat de partners niet genoeg tijd aan elkaar kunnen besteden. Het lid brengt tevens het bevoegdheidsprobleem onder de aandacht.

Een andere spreker meent dat deze aangelegenheid wel degelijk onder het maatschappelijk welzijn ressorteert. Voorts is hij gekant tegen het door de Raad van State op 8 november 1990 uitgebrachte advies over het voornoemde voorstel van decreet van de heer Ansoms, waarin wordt gesteld dat de huwelijksbureaus in de economische sector thuishoren en dus onder de dubbele bevoegdheid van de nationale instanties en van de Gewesten ressorteren, terwijl de Gemeenschappen ter zake helemaal niet bevoegd zijn. Hij meent dat het bedoelde advies van de Raad van State moet worden getoetst aan de diverse arresten van het Arbitragehof met betrekking tot de jeugdbescherming en aan het decreet betreffende de medisch verantwoorde sportbeoefening.

Het lid is ervan overtuigd dat de huwelijksbemiddeling moet worden beschouwd als een onderdeel van de sector van de hulp aan personen en dus tot de bevoegdheid van de Gemeenschappen behoort.

De Minister van zijn kant meent dat de erkenning niet door het Ministerie van Economische Zaken kan worden uitgereikt.

De nationale overheid zou zich moeten beperken tot het regelen van de burgerrechtelijke en strafrechtelijke aspecten van de overeenkomsten en alles wat met sociale begeleiding te maken heeft, aan de Gemeenschappen overlaten.

Inzake de toegang tot het beroep dient ook rekening te worden gehouden met de bevoegdheid van het Ministerie van Middenstand.

De Minister zal de inhoud van het voorontwerp van wet aan de commissieleden bezorgen. Die tekst zou eventueel als inspiratiebron voor amendementen op het voorliggende wetsvoorstel kunnen dienen, bijvoorbeeld inzake de burgerrechtelijke aspecten en de straffen.

Een lid pleit voor een snelle aanneming van het wetsvoorstel, eventueel aangepast op basis van amendementen van de regering en van leden.

De kernvraag is welke materie hier wordt geregeld.

Ten eerste is er een aspect bemiddeling : het in contact brengen van personen is het verlenen van een dienst, een prestatie van economische aard. Naast dit economisch aspect, heeft de huwelijks- of relatiebemiddeling ook nog een ander, meer kwalitatief aspect, met name het begeleiden van personen die een vaste relatie willen opbouwen. Daaraan is duidelijk een aspect « welzijn » en hulp aan personen verbonden.

Volgens hem dient de nationale wetgever zich te beperken tot de regeling van de juridisch-contractuele dimensie van de bemiddelingsproblematiek. Een erkenningsprocedure instellen — hetgeen een kwalitatieve beoordeling inhoudt — gaat in de verkeerde richting.

La proposition de décret déposée par M. Ansoms au Conseil flamand incite à régler cet aspect du problème, qui relève donc bien de la compétence des Communautés.

Un membre fait observer que la proposition de loi répond à un besoin réel : il est nécessaire de mettre de l'ordre dans ce secteur d'activités. Il faut toutefois éviter une réglementation excessive, afin de ne pas en arriver au système américain, où les assureurs et les avocats dominant tous les secteurs de l'activité humaine, annihilant ainsi tout esprit d'initiative.

En fait, le problème fondamental est la disparition de toute conscience morale, ainsi qu'en témoignent les pratiques scandaleuses en matière d'abus sexuels impliquant des enfants et des jeunes gens. Or, la conscience morale d'une population échappe aux lois.

Un membre fait observer que les problèmes ne cesseront de s'aggraver à mesure que le monde économique s'orientera vers la satisfaction de besoins immatériels. Dans le cas de produits concrets, la qualité peut être constatée assez rapidement, ce qui est loin d'être le cas pour des services qui sont par définition immatériels.

L'auteur souligne la manière dont le secteur concerné a réagi à la proposition de loi : les entreprises de courtage matrimonial elles-mêmes réclament un assainissement de la profession, afin que le bon grain soit séparé de l'ivraie.

Un membre a la conviction qu'il faut surtout mieux réglementer les contrats, définir plus rigoureusement les droits des contractants et réprimer les abus tout en évitant toute réglementation excessive. Il n'est donc pas nécessaire d'instaurer une procédure d'agrément par le biais de la proposition à l'examen.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Affaires économiques souligne également que l'urgence s'impose.

L'avant-projet de loi précité a été élaboré à la suite d'une interpellation de Mme Nelly Maes sur le commerce des femmes. L'hebdomadaire « Knack » a d'ailleurs publié une série d'articles percutants à ce sujet au printemps de 1990. Ce commerce des femmes est lié à des problèmes très divers, tels que l'immigration, la prostitution, etc.

Exactement deux ans plus tard, on peut considérer qu'en ce qui concerne les agences matrimoniales, la nouvelle législation sur les pratiques du commerce est devenue plus efficace, mais l'expérience montre néanmoins qu'une réglementation spécifique s'impose. Les très nombreuses plaintes font notamment apparaître que le client se trouve souvent en position de faiblesse face à l'agence matrimoniale. Les clients se plaignent souvent de publicité mensongère. L'agence exige souvent le paiement d'une somme importante lors de la conclusion du contrat. Après quelques mois, le client est souvent déçu par les services offerts, mais ne dispose pratiquement d'aucun recours. Il est également question de prati-

Het voorstel van decreet van de heer Ansoms ingediend in de Vlaamse Raad, is een aanzet om dat aspect van het probleem dat dus wel degelijk tot de bevoegdheid van de Gemeenschappen behoort, te regelen.

Een lid wijst erop dat het wetsvoorstel beantwoordt aan een reële nood : het is noodzakelijk om orde op zaken te stellen. Wel dient men zich te hoeden voor overreglementering, zodat men niet terecht komt in een « Amerikaans » systeem, waarbij de verzekeringssector en de advocatuur alle sectoren van de menselijke activiteit gaan beheersen, zodat uiteindelijk niemand nog zal durven te ondernemen.

Uiteindelijk is het fundamentele probleem het wegvallen van het morele besef, getuige de schandalige praktijken rond seksueel misbruik van kinderen en jongeren. Het morele besef van een bevolking laat zich echter niet door wetten regelen.

Een lid merkt op dat in zoverre het bedrijfsleven in toenemende mate zal inspelen op immateriële behoeften, de problemen zullen blijven toenemen. Bij concrete producten is de kwaliteit immers meestal vrij snel waarneembaar; voor immateriële diensten is dit echter heel wat minder vanzelfsprekend.

De indiener verwijst naar de reacties van de betrokken sector zelf op het wetsvoorstel : de huwelijksbureaus dringen zelf aan op de gezondmaking van de sector, om het kaf van het koren te kunnen scheiden.

Een lid is er van overtuigd dat voor deze materie vooral de contracten moeten worden geregeld en ook de rechten van de contractanten en de bestraffing van misbruiken, zonder aan overreglementering te doen. Een erkenning dient niet te worden ingesteld bij dit wetsvoorstel.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie en Economische Zaken wijst er eveneens op dat een dringende afhandeling is geboden.

Het reeds genoemde voorontwerp van wet werd opgesteld naar aanleiding van een interpellatie van mevrouw Nelly Maes over de vrouwenhandel. In het weekblad « Knack » verscheen trouwens in het voorjaar van 1990 een reeks schokkende artikelen over dit probleem. Deze « vrouwenhandel » heeft raakpunten met zeer uiteenlopende problemen waaronder immigratie, prostitutie enz.

Vandaag zijn we exact 2 jaar later. Wat de huwelijksbureaus betreft, is de nieuwe wetgeving op de handelspraktijken weliswaar sluitend, maar de ervaring toont aan dat een specifieke regeling nodig is. Uit de zeer veelvuldige klachten blijkt onder meer dat de klant vaak in een zeer zwakke positie staat ten overstaan van het huwelijksbureau. Er is vaak sprake van misleidende reclame. Dikwijls eist men de betaling van een hoge som bij de aanvang van het contract. Na een paar maanden is de klant vaak teleurgesteld over de aangeboden diensten, maar heeft hij weinig of geen verhaal. Daarnaast is er ook sprake van frauduleuze praktijken, zoals nep-partners (professionele, ingehuurde partners). Technisch

ques frauduleuses, telles que l'intervention de pseudo-partenaires (partenaires professionnels, loués). Techniquement, on ne se trouve cependant pas en l'occurrence dans les conditions du délit d'escroquerie, étant donné qu'il y a signature d'un contrat et paiement préalable. Le Code pénal n'autorise dès lors aucune poursuite. On constate enfin que ce genre d'entreprise masque régulièrement des réseaux de prostitution qui « importent » des femmes sous le couvert d'un visa touristique.

Etant donné que ces pratiques dépassent largement le cadre du courtage matrimonial, le Ministre suggère de reprendre l'intitulé de l'avant-projet (« Activités de médiation dans le domaine relationnel et matrimonial »).

En ce qui concerne l'aspect institutionnel du problème, le Vice-Premier Ministre déclare que chaque autorité doit agir dans sa sphère de compétences. L'établissement d'une législation nationale réglant les aspects civils et pénaux n'exclut en effet pas la possibilité pour les Communautés de régler l'aspect qualitatif. Il est très délicat d'instaurer un agrément au niveau national. L'enregistrement au niveau national constituerait en revanche un compromis acceptable.

IV. — DISCUSSION DES ARTICLES

Intitulé

Après qu'il est ressorti de la discussion (qui suit) que le contenu initial de la proposition de loi a été modifié par suite de l'adoption d'une série d'amendements, présentés par l'auteur même de la proposition de loi et par le Gouvernement, et visant notamment à remplacer l'agrément par un enregistrement, *M. Tomas* commente son amendement n° 19, qui vise à remplacer l'intitulé de la proposition de loi par ce qui suit : « Proposition de loi tendant à réglementer et à contrôler les activités des entreprises de courtage matrimonial ».

L'auteur souligne à cet égard que sa proposition de loi vise clairement et expressément les entreprises de courtage matrimonial qui servent d'intermédiaire en vue de l'établissement d'une union stable ou de la conclusion d'un mariage. Sa proposition ne concerne donc pas les clubs privés de rencontre.

Article 1^{er}

Le Vice-Premier Ministre présente un amendement (n° 1) tendant à supprimer le deuxième alinéa de l'article 1^{er}.

Les séances et consultations ne rentrent en effet pas dans le champ d'application défini à l'alinéa 1^{er}; il est dès lors superflu de les exclure une fois encore formellement.

gesproken zijn de omstandigheden van het misdrijf oplichting evenwel niet voorhanden, doordat het contract is ondertekend en vooraf een betaling is gedaan. Het Strafwetboek laat derhalve geen vervolging toe. Ten slotte stelt men vast dat dergelijke bureaus regelmatig opduiken als dekmantel voor prostitutienetwerken, waarbij de betrokken vrouwen worden « ingevoerd » met toeristenvisa.

Aangezien de hierboven geschetste context heel wat ruimer is dan louter huwelijksbemiddeling, suggereert de Minister om eventueel de titel van het voorontwerp (« Bemiddelingsactiviteiten op gebied van relaties en huwelijken ») over te nemen.

Wat de institutionele kant van de zaak betreft, verklaart de Vice-Eerste Minister dat elke overheid op haar eigen terrein moet blijven. Een nationale regeling van de burgerrechtelijke en strafrechtelijke aspecten maakt namelijk een kwalitatieve regeling door de Gemeenschappen mogelijk. Een echte erkenning op het nationale niveau instellen is zeer delicaat, nationale registratie daarentegen lijkt een aanvaardbaar compromis.

IV. — ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

Opschrift

Nadat uit de bespreking (die hierna volgt) is gebleken dat de oorspronkelijke inhoud van het wetsvoorstel werd aangepast door de aanneming van een aantal amendementen van de indiener van het wetsvoorstel zelf en van de regering, onder meer door het vervangen van de erkenning door een registratie, licht *de heer Tomas* zijn amendement n° 19 toe. Dat strekt ertoe het opschrift van het wetsvoorstel als volgt te wijzigen : « Wetsvoorstel ertoe strekkende de exploitatie van huwelijksbureaus te regelen en te controleren ».

De auteur benadrukt hierbij dat het voorwerp van zijn wetsvoorstel duidelijk en uitdrukkelijk de huwelijksbureaus zijn die bemiddelen met het oog op een stabiele relatie of een huwelijk. Het gaat hierbij dus niet om ontmoetingsclubs allerhande.

Artikel 1

De Vice-Eerste Minister dient een amendement n° 1 in, strekkende tot weglating van het tweede lid van artikel 1.

De bijeenkomsten en raadplegingen vallen immers niet onder de definitie van het toepassingsgebied zoals omschreven in het eerste lid; het is bijgevolg overbodig ze nogmaals formeel uit te sluiten.

Par ailleurs, dans la mesure où un organisme agréé par une autorité nationale, régionale, communautaire ou communale exerce des activités définies à l'alinéa 1^{er}, il n'y a pas de raison de le dispenser du respect de la loi.

L'auteur de la proposition de loi marque son accord sur cette correction.

*
* *

L'amendement n° 19 de M. Tomas tendant à modifier l'intitulé est adopté par 23 voix et 3 abstentions.

L'amendement n° 1 du Gouvernement ainsi que l'article 1^{er}, tel qu'il a été modifié, sont adoptés à l'unanimité.

Art. 2

M. De Clerck présente un amendement (n° 16) tendant à supprimer cet article. L'auteur estime en effet que, comme l'a montré la discussion générale, une réglementation de l'agrément au niveau national n'a aucun sens. Il faudra laisser ce soin aux Communautés, qui pourront élaborer des critères qualitatifs en la matière. La réglementation fédérale doit se limiter à imposer un contrat « *sui generis* » uniforme.

Un membre demande ce que l'auteur de l'amendement veut dire lorsqu'il parle, dans la justification de cet amendement et des suivants (n°s 17 et 18), d'initiatives au niveau des Communautés après l'adoption d'un cadre national.

L'auteur de l'amendement explique qu'il ne peut évidemment s'agir d'une loi-cadre. Le législateur national réglera les aspects civils et pénaux et les Communautés pourront ensuite imposer le respect d'un certain nombre de critères qualitatifs qui pourront, le cas échéant, être plus rigoureux que les dispositions nationales.

Un membre estime qu'il s'agit d'une vision correcte des choses. La proposition de loi ne vise le courtage qu'en tant qu'activité économique, c'est-à-dire dans son aspect contractuel. Il est tout à fait possible de séparer l'aspect économique de l'aspect bien-être. Au niveau national, le législateur se bornerait à définir les conditions légales auxquelles les contrats devront satisfaire. Les Communautés pourraient instaurer une forme d'agrément que l'on pourrait considérer comme étant un label de qualité.

Un autre membre se demande si les aspects économiques du problème ne pourraient être réglés dans le cadre de la législation sur les pratiques du commerce. Le courtier matrimonial peut en effet être considéré comme un marchand de services.

L'auteur de la proposition fait observer qu'il existe un certain nombre d'abus dans la pratique, abus qui subsistent, même après l'entrée en vigueur (le 29 février 1992) de la nouvelle législation sur les prati-

Anderzijds, in de mate dat een instelling erkend door een nationale, regionale, communautaire of gemeentelijke overheid activiteiten uitoefent zoals omschreven in het eerste lid, is er geen reden om dit van de naleving van de wet vrij te stellen.

De auteur van het wetsvoorstel is het eens met deze verbetering.

*
* *

Amendement n° 19 van de heer Tomas tot wijziging van het opschrift wordt aangenomen met 23 stemmen en 3 onthoudingen.

Amendement n° 1 van de regering, evenals het aldus gewijzigde artikel 1, worden eenparig aangenomen.

Art. 2

De heer De Clerck dient een amendement n° 16 in strekkende tot weglating van artikel 2. Een nationale regeling van de erkenning heeft immers geen zin zoals werd aangetoond bij de algemene bespreking. Dat dient te worden overgelaten aan de Gemeenschappen, die kwalitatieve criteria ter zake kunnen uitwerken. Een federale regeling moet zich beperken tot het verplicht maken van een eenvormig contract « *sui generis* ».

Een lid vraagt zich af wat de auteur van het amendement bedoelt als hij in de verantwoording van dit en volgende amendementen (n°s 17 en 18) spreekt van Gemeenschapsinitiatieven « na de goedkeuring van een nationaal kader ».

De indiener van het amendement legt uit dat het vanzelfsprekend niet kan gaan om een kaderwet. De nationale wetgever regelt de burgerlijke en strafrechtelijke aspecten en daarnaast kunnen de Gemeenschappen een aantal kwalitatieve voorwaarden opleggen, die desnoods een verstrenging kunnen inhouden.

Een lid vindt dit een correcte visie. Het wetsvoorstel viseert alleen de bemiddeling als economische activiteit, dus de contractuele kant van de zaak. Een scheiding van het economische en het welzijnsaspect is heel goed mogelijk. Nationaal zouden alleen de wettelijke voorwaarden waaraan de contracten moeten voldoen, worden geregeld. De Gemeenschappen zouden een erkenning kunnen invoeren die kan worden beschouwd als een kwaliteitslabel.

Een ander lid vraagt zich af of de wetgeving op de handelspraktijken niet volstaat om de economische dimensie van de problematiek te regelen. De huwelijksbemiddelaar kan namelijk worden beschouwd als een handelaar in diensten.

De indiener van het voorstel merkt op dat er in de praktijk een aantal misbruiken bestaan. Die blijven voortduren, ook na de inwerkingtreding (op 29 februari 1992) van de nieuwe wetgeving op de handels-

ques du commerce (loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur).

L'intervenant précédent réplique que l'économie se caractérise précisément par le fait qu'elle agit sur de nouveaux besoins en appliquant la loi de l'offre et de la demande. Ce « rythme d'innovation » s'accélérait sans cesse, il est devenu impossible pour le législateur de régler tous les cas qui se présentent.

Le Vice-Premier Ministre présente un amendement du Gouvernement (n° 2) visant à remplacer l'agrément prévu par l'article 2 par un enregistrement, dont les modalités sont fixées par le Roi. La formalité de l'enregistrement préalable présente en effet certains avantages de la procédure d'agrément : elle permet aux autorités d'identifier les intermédiaires et leur donne de ce fait une bonne connaissance du secteur.

A la différence de l'agrément, elle n'est cependant pas soumise au respect de conditions liées à la moralité, à la fiabilité ou aux capacités financières de l'intermédiaire, dont la détermination comme le contrôle semblent problématiques.

Enfin, le simple enregistrement, à la différence également de l'agrément, ne présente pas le risque de conférer à l'intermédiaire une présomption de reconnaissance par les pouvoirs publics de la légalité et de la conformité des prestations proposées au client.

L'auteur de la proposition de loi reconnaît qu'en l'occurrence, le terme « agrément » n'est sans doute pas le terme approprié. Il s'agit moins d'effectuer un contrôle de qualité des entreprises concernées que de connaître les entreprises actives dans le secteur. Pour sa part, il estime qu'un simple enregistrement (nom, adresse, numéro) est trop limité, d'autant plus que, d'après la proposition du Gouvernement, l'enregistrement peut être maintenu en cas d'infraction, aucune sanction n'étant prévue. Au contraire, on devrait pouvoir suspendre ou retirer l'enregistrement. L'enregistrement devrait en outre être subordonné à deux conditions :

1) la personne physique responsable ne pourrait avoir encouru de condamnations (casier judiciaire vierge);

2) l'entreprise devrait prouver que les contrats types qu'elle utilise sont conformes à la loi.

L'intervenant renvoie, à titre de comparaison, à l'amendement n° 9 du Gouvernement.

Un membre constate que l'auteur accepte de substituer l'enregistrement à l'agrément à deux conditions qui sont toutes deux de nature judiciaire et non économique. Il craint toutefois que ces deux conditions initiales soient peu à peu étendues (par exemple, par voie d'arrêtés d'exécution), ce qui alourdira finalement les formalités administratives et entravera par conséquent le règlement des aspects qualitatifs par les Communautés.

praktijken (wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument).

Het vorige lid repliceert dat inspelen op nieuwe behoeften met toepassing van de wet van vraag en aanbod kenmerkend is voor de economie. Dit « innovatietempo » wordt steeds hoger zodat de wetgever niet alles geval per geval kan blijven regelen.

De Vice-Eerste Minister dient een *regeringsamen-dement n° 2* in, dat ertoe strekt de in artikel 2 ingevoerde erkenning te vervangen door een registratie, waarvan de nadere regels worden bepaald door de Koning. De formaliteit van voorafgaande registratie biedt immers ook zekere voordelen van de procedure van erkenning : ze stelt de overheden in staat de tussenpersonen te identificeren en biedt hen op die wijze een goede kennis van de sector.

In tegenstelling tot de erkenning is zij niet onderworpen aan het vervullen van de voorwaarden betreffende de moraliteit, de betrouwbaarheid of financiële draagkracht van de tussenpersoon, waarvan zowel de vaststelling als de controle problematisch lijken.

Ten slotte houdt de eenvoudige registratie, eveneens in tegenstelling tot de erkenning, geen vermoeden van erkenning in, door de openbare overheden verleend, van de wettigheid en conformiteit van de prestaties die de tussenpersoon de klant aanbiedt.

De indiener van het wetsvoorstel geeft toe dat in deze context « erkenning » wellicht niet het juiste woord is. Het doel is niet zozeer een kwaliteitscontrole van de betrokken ondernemingen : het komt er vooral op aan de actieve firma's te kennen. Hijzelf meent dat een loutere registratie (naam, adres, nummer) te beperkt is, temeer daar in het voorstel van de regering de registratie kan worden gehandhaafd bij overtredingen. Er is immers in geen sanctie voorzien. Het moet integendeel mogelijk zijn de registratie te schorsen of in te trekken. Bovendien dient de registratie te worden onderworpen aan 2 voorwaarden :

1) de verantwoordelijke natuurlijke persoon mag geen veroordelingen hebben opgelopen (blanco strafregister);

2) de onderneming moet bewijzen dat de door haar gebruikte typecontracten overeenkomstig de wet zijn opgesteld.

Spreker verwijst ter vergelijking naar het amendement n° 9 van de regering.

Een lid stelt vast dat de auteur akkoord is met registratie in plaats van erkenning op 2 voorwaarden, die allebei van justitiële en niet van economische aard zijn. Hij vreest echter dat deze 2 initiële voorwaarden geleidelijk zullen worden uitgebreid (bijvoorbeeld via uitvoeringsbesluiten) hetgeen finaal toch tot een administratieve rompslomp zal leiden die een regeling van de kwalitatieve aspecten door de Gemeenschappen zou doorkruisen.

C'est au tribunal qu'il appartiendra de juger en dernier ressort si l'intermédiaire matrimonial ou relationnel accomplit son travail convenablement ou non.

Les personnes qui auraient été dupées pourront s'adresser au tribunal sur la base du Code pénal, du Code civil ou de la loi sur les pratiques du commerce. L'intervenant craint que l'enregistrement, tel qu'il est proposé par l'intervenant précédent, n'évolue vers une forme déguisée d'agrément.

L'intervenant précédent réplique en renvoyant aux articles 77 et 107 de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, qui contient des dispositions comparables. Cette loi prévoit toutefois que les personnes qui souhaitent consentir un crédit doivent préalablement solliciter une inscription. Les entreprises intéressées disposent d'un délai de 15 jours pour se mettre en règle. Une fois ce délai écoulé, l'inscription peut être retirée. L'administration doit en tout cas connaître les entreprises qui sont actives dans ce domaine.

Un membre fait observer que de telles informations figurent dans le registre du commerce, avec mention des différentes catégories.

Un autre membre fait observer que l'enregistrement se pratique dans de nombreux secteurs, par exemple dans celui de la construction, pour les entrepreneurs, où il est en outre soumis à des conditions (par exemple, l'introduction d'un dossier).

Le Vice-Premier Ministre reste partisan d'une forme très limitée d'enregistrement. En cas d'enquête, il faut en effet pouvoir disposer rapidement de certaines informations. Or, il n'est pas certain que le registre de commerce permette de retrouver rapidement ces informations.

En ce qui concerne l'exemple de l'enregistrement des entrepreneurs, il faut savoir qu'il s'agit d'une matière purement économique et financière, considérée du point de vue du fisc (TVA) et de l'INAMI (cotisations sociales). Il s'agit en fait d'une forme d'agrément, à l'instar de l'inscription dont il est question dans la loi sur le crédit à la consommation, qui a d'ailleurs aussi un but purement économique.

La proposition de loi à l'examen vise, quant à elle, la moralisation ou l'assainissement du secteur. Les critères retenus pour la réalisation de cet objectif n'entrent plus dans la sphère de compétences du législateur national.

Un membre répète que les textes proposés par le Gouvernement permettent de maintenir l'enregistrement, même si les entreprises concernées se livrent à des activités illégales et même si l'exploitant a été condamné.

Le Vice-Premier Ministre fait observer que le texte de l'amendement du Gouvernement constitue un compromis. Le Gouvernement est en effet opposé à l'agrément et n'est pas partisan d'un enregistrement.

Un membre tient, à ce propos, à réaffirmer sa confiance dans les tribunaux. Le tribunal peut en effet ordonner la cessation des activités professionnelles. Il est préférable de faire confiance à notre

In laatste instantie dient de rechtbank te oordelen of een huwelijks- of relatiebemiddelaar zijn werk al dan niet goed vervult.

Eventuele gedupeerden zullen zich tot de rechtbank kunnen wenden, op basis van het Strafwetboek, het Burgerlijk Wetboek of de wetgeving op de handelspraktijken. Spreker vreest dat registratie zoals ze door de vorige spreker is voorgesteld, verwordt tot een vermomde erkenning.

De vorige spreker verwijst in zijn repliek naar de artikelen 77 en 107 van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet, die vergelijkbare bepalingen bevatten. Daar wordt echter gesproken van een voorafgaande « inschrijving » nodig om aan kredietverlening te mogen doen. De betrokken ondernemingen beschikken over een termijn van 15 dagen om zich in regel te stellen; na deze termijn kan de inschrijving worden ingetrokken. In ieder geval moet de administratie goed weten welke maatschappijen actief zijn.

Een lid merkt op dat deze laatste informatie reeds terug te vinden is in het handelsregister, zelfs met vermelding van allerlei categorieën.

Een ander lid wijst erop dat de registratie bestaat in vele sectoren, bijvoorbeeld voor aannemers in de bouw, en bovendien ook aan voorwaarden wordt onderworpen (bijvoorbeeld : indiening van een dossier).

De Vice-Eerste Minister blijft voorstander van een zeer beperkte vorm van registratie. Snelle informatie is inderdaad nodig ingeval van een onderzoek. Het is niet duidelijk of het handelsregister voldoende verfijnd is om dergelijke informatie snel te kunnen terugvinden.

Wat het voorbeeld van de registratie van aannemers betreft, dat is een puur economisch-financiële aangelegenheid, met name uit het oogpunt van de fiscus (BTW) en het RIZIV (sociale bijdragen). Eigenlijk gaat het om een vorm van erkenning. Dit geldt ook voor de inschrijving waarvan sprake in de wet op het Consumentenkrediet, die trouwens ook een puur economische doelstelling heeft.

Bij onderhavig wetsvoorstel is het oogmerk echter de morele « verheffing » of sanering van de sector. De criteria om een dergelijk streefdoel te verwezenlijken behoren niet meer tot de bevoegdheid van de nationale wetgever.

Een lid herhaalt dat de door de regering voorgestelde teksten toelaten de registratie te handhaven, zelfs indien de betrokken ondernemingen onwettig te werk gaan en zelfs indien de exploitant is veroordeeld.

De Vice-Eerste Minister laat opmerken dat de tekst van het regeringsamendement een compromis inhoudt. De regering is immers tegenstander van de erkenning en is geen voorstander van een registratie.

Een lid wenst terzake zijn vertrouwen in de rechtbanken te bevestigen. De rechtbank kan immers de stopzetting van de beroepsuitoefening bevelen. Het is beter vertrouwen te hebben in ons gerechtelijk

système judiciaire plutôt que de créer un contrôle spécifique, qui entraînerait vraisemblablement un alourdissement des formalités et des tracasseries administratives.

Un membre estime qu'il faut supprimer purement et simplement l'article 2 et avoir recours au registre du commerce.

Le Vice-Premier Ministre constate que de très nombreuses plaintes sont déposées à l'heure actuelle, mais qu'elles n'aboutissent pas. Ces plaintes auraient un résultat si la proposition de loi à l'examen prévoyait des sanctions pénales en plus des sanctions civiles existantes. Certains membres ont souhaité que l'on confère plus de pouvoirs à l'administration, mais celle-ci n'est même pas en mesure de procéder au contrôle que la loi lui impose à l'heure actuelle d'exercer.

Un membre constate que l'article 9 de la proposition de loi confère une compétence spéciale aux fonctionnaires des Affaires économiques en vue de rechercher et de constater les infractions. L'article 11ter proposé par le Gouvernement prévoit par ailleurs que les cours et tribunaux peuvent « interdire ... d'exploiter un tel établissement ... » La combinaison des deux articles offre déjà au Ministre de nombreuses possibilités d'entamer une procédure.

Un membre rappelle que les entreprises actives doivent être connues. On ignore à l'heure actuelle combien ce secteur compte d'entreprises actives.

MM. Tomas, De Clerck, Dielens et Thissen présentent à l'amendement n° 2 du Gouvernement un *sous-amendement* (n° 20) précisant que l'enregistrement préalable est obligatoire tant pour les personnes physiques que pour les personnes morales.

*
* *

L'amendement n° 16 de M. De Clerck et consorts est retiré.

L'amendement n° 20 de M. Tomas et consorts est adopté par 22 voix et 4 abstentions.

L'amendement n° 2, ainsi modifié, du Gouvernement ainsi que l'article 2, tel qu'il a été modifié, sont adoptés à l'unanimité.

Art. 3

M. De Clerck présente un amendement (n° 17), tendant à supprimer l'article 3. Il renvoie à cet égard à son amendement n° 16.

Le Gouvernement présente lui aussi un *amendement* (n° 3) visant à supprimer l'article 3. Cet amendement est le corollaire de l'amendement n° 2 à l'article 2 : l'agrément est en effet rejeté.

*
* *

systeem dan een afzonderlijk toezicht te creëren, dat naar alle waarschijnlijkheid zal uitmonden in meer formaliteiten en rompslomp.

Een lid is van mening dat artikel 2 gewoon moet worden geschrapt en dat men via het handelsregister moet tewerkgaan.

De Vice-Eerste Minister stelt vast dat momenteel veel klachten worden ingediend, die echter tot niets leiden. Indien echter, in dit wetsvoorstel, — naast de bestaande civielrechtelijke sancties — ook strafsanc-ties worden ingevoerd, dan zullen de klachten wel resultaat hebben. Sommige leden wensen meer bevoegdheden voor de administratie, maar deze laatste is zelf niet in staat de haar momenteel bij wet opgelegde controles uit te voeren.

Een lid stelt vast dat artikel 9 van het wetsvoorstel een bijzondere bevoegdheid verleent aan de ambtenaren van Economische Zaken om misdrijven op te sporen en vast te stellen. Daarnaast voorziet het door de regering voorgestelde artikel 11ter in de mogelijkheid dat hoven en rechtbanken (onder meer) « ... het verbod opleggen een dergelijke inrichting te exploiteren ... ». De combinatie van beide artikelen biedt reeds grote interventiemogelijkheden aan de Minister om een procedure op gang te brengen.

Een lid herhaalt dat de actieve ondernemingen bekend moeten zijn. Momenteel weet niemand hoeveel er in de sector actief zijn.

Hierop dienen *de heren Tomas, De Clerck, Dielens en Thissen* een *subamendement* n° 20 in op amendement n° 2 van de regering. Het specificceert dat de verplichte voorafgaande registratie zowel slaat op natuurlijke personen als op rechtspersonen.

*
* *

Amendement n° 16 van de heer De Clerck wordt ingetrokken.

Amendement n° 20 van de heer Tomas wordt aangenomen met 22 stemmen en 4 onthoudingen.

Het aldus gewijzigde amendement n° 2 van de regering, evenals het aldus gewijzigde artikel 2, worden eenparig aangenomen.

Art. 3

De heer De Clerck dient een *amendement* n° 17 in, dat strekt tot schrapping van artikel 3. Hij verwijst naar zijn amendement n° 16.

Ook *de regering* dient een *amendement* n° 3 in, dat eveneens strekt tot schrapping van artikel 3. Dit volgt logisch uit amendement n° 2 op artikel 2 : de erkenning wordt immers verworpen.

*
* *

L'amendement n° 17 de M. De Clerck et consorts est retiré.

L'article 3 de la proposition de loi est ensuite rejeté par 23 voix et 4 abstentions.

Art. 4

M. De Clerck présente un amendement (n° 18) visant à supprimer l'article 4, § 2. Il renvoie à cet égard à ses amendements n°s 16 et 17.

MM. Thissen, De Clerck, Dielens et Tomas présentent un amendement (n° 21) tendant à remplacer l'interdiction de faire référence, dans toute publicité, à un agrément éventuel, par l'interdiction d'y faire référence à un enregistrement éventuel. Cet amendement découle en effet des modifications qui ont été apportées aux articles 2 et 3.

MM. De Clerck et Ansoms présentent un amendement (n° 26) visant à renforcer l'interdiction prévue par l'amendement n° 21, d'une part, en l'étendant aux publicités visées au §1^{er}, premier alinéa, de cet article et, d'autre part, en interdisant aussi de mentionner le numéro d'enregistrement à des fins d'information, si ce n'est dans le contrat.

L'objectif de l'enregistrement se limite en effet à permettre aux pouvoirs publics d'exercer un contrôle sur le secteur. Il suffit que le client dispose de ce numéro sur son exemplaire du contrat.

Les auteurs entendent éviter que les clients potentiels soient induits en erreur par le numéro d'enregistrement en interdisant son utilisation, même dans les annonces publicitaires et sur le papier à lettres de l'entreprise.

Cette mesure permettra d'éviter toute confusion avec un éventuel agrément ou un label de qualité octroyés par une Communauté.

Un membre formule des réserves à cet égard. L'amendement interdit en effet l'utilisation du numéro d'enregistrement même dans des communications prescrites par la loi. Une telle interdiction est excessive. En effet, les entrepreneurs enregistrés utilisent, par exemple, également leur numéro d'enregistrement dans un certain nombre de communications.

Un autre membre a constaté que les entreprises concernées ont même déjà anticipé, dans leur publicité, sur l'adoption par le Conseil flamand de la proposition de décret précitée de M. Ansoms. L'amendement est dès lors fondé, le risque étant trop grand de voir le secteur lui-même ériger un simple numéro d'enregistrement en label de qualité.

Un membre souscrit à ce point de vue et se réfère à ce qui se passe actuellement dans la pratique. Dans un « toutes boîtes » publicitaire diffusé dans sa ré-

Amendement n° 17 van de heer De Clerck wordt ingetrokken.

Artikel 3 van het wetsvoorstel wordt vervolgens verworpen met 23 stemmen en 4 onthoudingen.

Art. 4

De heer De Clerck dient een amendement n° 18 in, tot schrapping van artikel 4, § 2. Hij verwijst naar zijn amendementen n°s 16 en 17.

De heren Thissen, De Clerck, Dielens en Tomas dienen een amendement n° 21 in. Dit strekt ertoe het verbod om in de reclame te verwijzen naar een eventuele erkenning te vervangen door een verbod om te verwijzen naar de eventuele registratie. Dit vloeit immers voort uit de in artikelen 2 en 3 aangebrachte wijzigingen.

De heren De Clerck en Ansoms wensen dit door amendement n° 21 opgelegde verbod nog te verscherpen, door het enerzijds uit te breiden tot de in § 1, eerste lid, van het artikel vermelde advertenties, en anderzijds ook de vermelding van het registratienummer voor louter informatieve doeleinden te verbieden, behalve in het contract. Ze dienen hiertoe een amendement n° 26 in.

De bedoeling van de registratie is immers beperkt tot het verschaffen aan de overheid van een inzicht in de sector. Voor de cliënt is het voldoende over dat nummer te beschikken op het exemplaar van zijn contract.

De indieners wensen elke misleiding van mogelijke klanten middels het registratienummer te vermijden door elk gebruik ervan, ook in krantenadvertenties en op het briefpapier van het bureau te verbieden.

Op die manier wordt mogelijke verwarring met een eventuele erkenning door een Gemeenschap of met de uitreiking van een kwaliteitslabel van een Gemeenschap verhinderd.

Een lid heeft hierbij bedenkingen. Het amendement verbiedt immers het gebruik van het registratienummer, zelfs in wettelijk verplichte mededelingen. Dat is te verregaand. Immers, bijvoorbeeld ook geregistreerde aannemers gebruiken hun nummer in een aantal mededelingen.

Een ander lid heeft vastgesteld dat de betrokken ondernemingen in hun reclame zelfs reeds anticipeerden op de aanneming door de Vlaamse Raad van het reeds genoemde voorstel van decreet van de heer Ansoms. Het amendement is dus gegrond: het risico is namelijk te groot dat het loutere registratienummer door de sector zelf wordt opgeblazen tot een kwaliteitslabel.

Een lid beaamt dit en verwijst naar de realiteit van vandaag. In het in zijn regio huis aan huis verspreide reclameblad is sprake van een rubriek « er-

gion, figure une rubrique intitulée « agences matrimoniales agréées », alors qu'il n'existe encore aucune réglementation en la matière.

Un autre membre suggère de rendre obligatoire la mention du numéro d'enregistrement sur tous les documents — publicitaires et autres — sans distinction. Cela mettrait toutes les entreprises sur un pied d'égalité et empêcherait automatiquement que l'on puisse utiliser abusivement le numéro d'enregistrement comme label de qualité.

*
* *

L'amendement n° 18 de M. De Clerck et consorts est retiré.

L'amendement n° 26 de MM. De Clerck et Ansoms est adopté à l'unanimité.

L'amendement n° 21 de M. Thissen et consorts est dès lors sans objet.

L'article 4, ainsi modifié, est adopté à l'unanimité.

Art. 4bis (nouveau)

Le Vice-Premier Ministre présente un amendement (n° 4) visant à insérer un article 4bis (nouveau), libellé comme suit :

« Art. 4bis. — L'offre faite, par un intermédiaire, de rencontres entre tierces personnes visant directement ou indirectement à aboutir à un mariage ou à une union stable, ne peut concerner que des personnes majeures ayant effectué une demande en vue d'un mariage ou d'une union stable.

Toute offre faite, à un client déterminé, contre rémunération, doit faire l'objet d'un contrat écrit reproduisant les dispositions du présent chapitre. »

L'alinéa premier vise à interdire les offres fictives et les offres concernant — à titre de destinataire ou de candidat à des rencontres — des mineurs d'âge que l'inexpérience et une maturité insuffisante pourraient exposer à une influence trop importante de l'intermédiaire dans la conduite de leurs relations personnelles.

L'alinéa 2 comble une lacune de la proposition de loi qui régleme, d'une part, les annonces (article 4) et, d'autre part, le contrat écrit proposé par les entreprises de courtage matrimonial (article 5), mais omet d'imposer la conclusion d'un contrat écrit par les agences qui s'engagent à offrir des rencontres contre rémunération, permettant ainsi de contourner la loi.

La non-observation de chacun de ces alinéas est sanctionnée pénalement par l'article 10 tel que modifié par l'amendement n° 7.

kende huwelijksbureaus », terwijl terzake nog geen enkele reglementering bestaat.

Een ander lid suggereert de verplichte melding van het registratienummer op alle — publicitaire en andere — documenten. Dat zou alle ondernemingen gelijkschakelen, zodat het misbruik van het nummer als kwaliteitslabel automatisch wordt uitgesloten.

*
* *

Amendement n° 18 van de heer De Clerck c.s. wordt ingetrokken.

Amendement n° 26 van de heren De Clerck en Ansoms wordt eenparig aangenomen.

Amendement n° 21 van de heer Thissen c.s. komt bijgevolg te vervallen.

Het aldus gewijzigde artikel 4 wordt eenparig aangenomen.

Art. 4bis (nieuw)

De Vice-Eerste Minister dient een amendement n° 4 in, strekkende tot invoeging van een artikel 4bis (nieuw), luidend als volgt :

« Art. 4bis. — Het voorstel van een tussenpersoon om ontmoetingen tussen derden te organiseren met het oog op de rechtstreekse of onrechtstreekse totstandbrenging van een huwelijk of een vaste relatie mag uitsluitend betrekking hebben op meerderjarige personen die daartoe een aanvraag hebben ingediend met het oog op een huwelijk of een vaste relatie.

Ieder voorstel gedaan tegen betaling aan een bepaalde klant moet worden vastgesteld in een schriftelijke overeenkomst, die de bepalingen van dit hoofdstuk vermeldt. »

Het eerste lid beoogt de fictieve voorstellen te verbieden, evenals de voorstellen gedaan — zowel als bestemming of als kandidaat voor de ontmoetingen — aan minderjarigen waarvan de onervarenheid en de onvoldoende maturiteit zouden kunnen leiden tot een te grote invloed van de tussenpersoon in het regelen van hun persoonlijke relaties.

Het tweede lid vult een leemte op in het wetsvoorstel dat enerzijds de aankondigingen regelt (artikel 4) en anderzijds de geschreven overeenkomst vastgesteld door de ondernemingen die zich bezighouden met huwelijksbemiddeling (artikel 5), maar nalaat het sluiten van een schriftelijke overeenkomst verplicht te stellen voor de tussenpersonen die zich ertoe verbinden ontmoetingen voor te stellen, tegen betaling, aan een klant, aldus de mogelijkheid biedend om de wet te omzeilen.

De niet-naleving van beide leden wordt strafrechtelijk beteugeld bij artikel 10, zoals gewijzigd door het amendement n° 7.

Voir aussi l'article 11, 1), de la proposition de loi, qui sanctionne pénalement l'organisation de rencontres avec des personnes non candidates à un mariage ou à une union stable.

MM. De Clerck, Dielens, Thissen et Tomas présentent un *sous-amendement* (n° 22) visant à supprimer, à l'alinéa premier du texte proposé par le Gouvernement, les mots « faite, par un intermédiaire », et ce afin de mettre le texte en conformité avec les articles précédents.

Le Vice-Premier Ministre marque son accord sur cette modification.

*
* *

L'amendement n° 22 de M. De Clerck et consorts ainsi que l'amendement n° 4 du Gouvernement, tel qu'il a été modifié, sont adoptés par 24 voix et 4 abstentions.

Art. 5

Cet article ne fait l'objet d'aucune observation et est adopté à l'unanimité.

Art. 6

MM. De Clerck et Ansoms présentent un *amendement* (n° 14) qui doit être mis en relation avec leur amendement n° 15 à l'article 7. Ces deux amendements tendent à modifier le contenu minimum du contrat.

Un des auteurs souligne que le texte n'est pas à prendre ou à laisser et se déclare au contraire disposé à engager le dialogue en commission.

Les points 1° à 4° concernent le contenu obligatoire du contrat. L'auteur souligne l'importance que revêt la mention explicite de la date à laquelle le contrat produit ses effets. Le contrat doit en outre contenir une description plus détaillée des services qui seront offerts, avec mention des rétributions et frais qui sont dus respectivement pour une prestation ou une intervention. Il faut mettre fin à la pratique qui consiste à réclamer une somme forfaitaire (élevée) pour des services qui ne sont pas définis concrètement. En outre, le paiement ne peut avoir lieu qu'après que la prestation a été fournie (exception faite d'un acompte de 20 % au maximum). Le 7° oblige l'intermédiaire à protéger la vie privée des intéressés. La législation de base organisant cette protection ayant été presque entièrement adoptée par la Commission de la Justice, il n'est pas nécessaire de formuler en l'occurrence des règles plus détaillées. Le 8° est également essentiel à cet égard : le client doit indiquer préalablement par écrit les données à caractère personnel qui peuvent être révélées

Hier dient ook verwezen naar het artikel 11, 1), van het wetsvoorstel, dat het organiseren van ontmoetingen met personen die geen verzoek hebben ingediend met het oog op een huwelijk of een vaste relatie, strafrechtelijk beteugelt.

De heren De Clerck, Dielens, Thissen en Tomas dienen hierop een *subamendement* n° 22 in. Dit strekt ertoe de woorden « van een tussenpersoon », in het eerste lid van de door de regering voorgestelde tekst, te schrappen, ten einde de tekst in overeenstemming te brengen met de voorafgaande artikelen.

De Vice-Eerste Minister heeft geen bezwaar tegen die wijziging.

*
* *

Amendement n° 22 van de heer De Clerck c.s., evenals het aldus gewijzigde amendement n° 4 van de regering, worden aangenomen met 24 stemmen en 4 onthoudingen.

Art. 5

Bij dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt. Het wordt eenparig aangenomen.

Art. 6

De heren De Clerck en Ansoms dienen een *amendement* n° 14 in. Dit dient samen te worden gelezen met amendement n° 15 op artikel 7. Beide amendementen wijzigen de voorgestelde minimuminhoud van de overeenkomst.

Een van de indieners beklemtoont dat die tekst niet te nemen of te laten is, maar dat hij integendeel bereid is de dialoog aan te gaan in de Commissie.

De voorgestelde punten 1° tot 4° betreffen de verplichte inhoud van de overeenkomst. De indiener beklemtoont het belang van de expliciete vermelding van de datum waarop de overeenkomst ingaat. Daarnaast dient de overeenkomst een meer gedetailleerde beschrijving te bevatten van de concrete diensten die worden verleend, met vermelding van de respectieve vergoedingen en kosten die voor een prestatie of tussenkomst zijn verschuldigd. De huidige praktijk waarbij één (hoog) forfaitair bedrag wordt gevraagd voor niet concreet omschreven diensten moet worden gebannen. Bovendien mag de betaling pas plaatsvinden nadat de prestatie is geleverd, behoudens een voorschot van maximum 20 %. Onder 7° wordt de bemiddelaar verplicht de persoonlijke levenssfeer van de betrokkenen te beschermen. Gedetailleerde regelgeving op dit punt heeft geen zin, aangezien de basiswetgeving ter zake op dit ogenblik nagenoeg volledig is aangenomen door de Commissie voor de Justitie. Vanuit dit oogpunt is ook het 8° essentieel : de klant moet vooraf en schriftelijk meedelen welke

a des tiers. Enfin, le contrat doit être établi par écrit avant que ne débute la mission de courtage.

M. Tomas et consorts présentent dès lors un amendement (n° 23). L'auteur souligne que ce texte constitue un compromis entre les amendements n°s 14 et 15 de M. De Clerck et le texte initial de l'article 6. Le texte proposé est libellé comme suit :

§ 1^{er}. Le contrat écrit engageant l'entreprise de courtage matrimonial et le client doit mentionner à peine de nullité :

1° les nom, prénom, lieu et date de naissance ainsi que le domicile du client;

2° les nom, prénom ou la dénomination sociale, le domicile ou le siège social de l'entreprise de courtage matrimonial et son numéro d'enregistrement au Ministère des Affaires économiques;

3° la date de prise d'effet du contrat;

4° la description exacte des services offerts par l'entreprise de courtage matrimonial dans le cadre du contrat;

5° le prix à payer et les modalités de paiement éventuelles;

6° la clause de renonciation suivante, rédigée en caractères gras dans un cadre distinct du texte au recto de la première page : « Dans les sept jours ouvrables à dater du lendemain du jour de la signature du contrat, le client a le droit de renoncer sans frais ni indemnité au contrat à condition d'en prévenir l'entreprise de courtage matrimonial par lettre recommandée à la poste. »

§ 2. La description et les qualités de la personne recherchée par le client sont reprises dans le contrat. Cette description reprend au moins les éléments suivants : le sexe, l'âge, la situation familiale, le secteur d'activité professionnelle et le lieu de résidence de la personne recherchée.

Le client doit approuver par écrit la façon dont les données personnelles précises seront communiquées à des tiers.

En outre, une distinction peut être opérée entre les données qui peuvent être rendues publiques et les données qui sont seulement envoyées à des personnes intéressées. »

L'obligation de mentionner la clause de renonciation dans le contrat a été inspirée par la nouvelle loi sur les pratiques du commerce.

Un membre approuve en grande partie le texte de l'amendement n° 23, mais tient néanmoins à émettre une réserve en ce qui concerne le délai de renonciation de sept jours. Bien que ce principe ait déjà été consacré par la législation sur les pratiques du commerce (plus précisément aux ventes à distance), la prudence est de rigueur. L'extension progressive de ce principe à différents types de contrat pourrait poser des problèmes, étant donné qu'il s'écarterait de l'essence du droit des contrats. S'il est conscient de la nécessité de prévoir un contrat *sui generis* dans cette

persoonsgegevens precies mogen worden meegedeeld aan derden. Ten slotte dient de overeenkomst voorafgaandelijk en schriftelijk te worden opgemaakt.

Hierop dient de heer Tomas c.s. een amendement n° 23 in. Hij wijst erop dat deze tekst een compromis vormt tussen de amendementen n°s 14 en 15 van de heer De Clerck en de oorspronkelijke tekst van artikel 6. De voorgestelde tekst luidt als volgt :

§ 1. Op straffe van nietigheid moeten in de schriftelijke overeenkomst tussen het huwelijksbureau en de klant de volgende gegevens zijn opgenomen :

1° de naam, voornaam, geboorteplaats en -datum, alsmede de woonplaats van de klant;

2° de naam, voornaam, dan wel de firma van de vennootschap, de woonplaats dan wel de maatschappelijke zetel van het huwelijksbureau en zijn registratienummer bij het Ministerie van Economische Zaken;

3° de datum van inwerkingtreding van de overeenkomst;

4° de precieze omschrijving van de door het huwelijksbureau in het kader van de overeenkomst aangeboden diensten;

5° de kostprijs en eventueel de wijze van betaling;

6° het opzeggingsbeding, in vetjes in een los van de tekst staand kader op de achterzijde van de eerste bladzijde van de overeenkomst, luidend als volgt : « De klant heeft gedurende zeven werkdagen te rekenen van de dag volgend op die van de ondertekening van de overeenkomst, het recht om die, kosteloos en zonder schadevergoeding, op te zeggen, mits hij het huwelijksbureau daarvan bij ter post aangetekende brief in kennis stelt. »

§ 2. In de overeenkomst wordt een beschrijving en een profiel van de door de klant gezochte persoon gegeven. In deze beschrijving moeten ten minste volgende gegevens zijn opgenomen : geslacht, leeftijd, gezinstoestand, aard van het beroep en verblijfplaats van de gezochte persoon.

De klant moet schriftelijk instemmen met de wijze waarop precieze persoonsgegevens aan derden worden medegedeeld.

Tevens kan een onderscheid worden gemaakt tussen de gegevens die openbaar mogen worden gemaakt, en de gegevens die alleen aan belanghebbenden ter kennis mogen worden gebracht. »

De verplichte vermelding van het opzeggingsbeding in de overeenkomst werd geïnspireerd door de nieuwe wet op de handelspraktijken.

Een lid kan het grotendeels eens zijn met de tekst van amendement n° 23. Hij wenst echter toch een reserve uit te spreken, met name wat het opzeggingsbeding van 7 dagen betreft. Hoewel het hier gaat om een bekend principe uit de wetgeving op de handelspraktijken (meer bepaald toepasselijk op de verkopen op afstand) dient men hier toch voorzichtig te zijn. Indien een dergelijk principe geleidelijk zou worden uitgebreid naar verschillende contractvormen, dan zou dit problematisch kunnen worden aanzien het afwijkt van de essentie van het

matière, l'intervenant craint par ailleurs que des organisations de consommateurs ou autres abusent de telles clauses contractuelles qui devraient rester l'exception.

Un membre fait observer que cette clause a sa place dans un contrat de courtage matrimonial. Cette matière ne peut évidemment pas se comparer à l'achat d'une voiture ou d'un réfrigérateur, qui résultera le plus souvent d'une décision préalable bien arrêtée.

Il va de soi que cette clause ne peut être insérée dans d'autres types de contrat.

Le Vice-Premier Ministre estime également qu'une telle clause doit demeurer exceptionnelle. Dans la matière en question, cette clause est toutefois justifiée par le caractère spécifique du courtage matrimonial.

MM. Thissen, De Clerck et Tomas présentent un amendement n° 27 visant à préciser, au deuxième alinéa du § 2 du texte proposé par l'amendement n° 23, que l'entreprise doit obtenir l'approbation par écrit du client sur la façon dont les données personnelles précises seront communiquées à des tiers, sous peine de nullité du contrat.

Les auteurs craignent que l'obligation imposée ne soit pas respectée si cette sanction n'est pas prévue.

Un membre estime que les sanctions pénales prévues dans la proposition à l'examen sont suffisantes.

Le Vice-Premier Ministre déclare que sa préférence va également à l'instauration de la sanction civile supplémentaire que représente la nullité du contrat.

*
* *

L'amendement n° 14 de M. De Clerck est retiré.

Le sous-amendement n° 27 de M. Thissen et consorts est adopté par 25 voix et 3 abstentions.

L'amendement n° 23 tendant à remplacer le texte de l'article 6, ainsi modifié, de M. Tomas et consorts est adopté par 24 voix et 4 abstentions.

Art. 7

M. De Clerck retire son amendement n° 15. Il renvoie à la discussion de l'article 6.

Le Gouvernement présente ensuite un amendement (n° 5) tendant à remplacer les deux derniers alinéas du § 2.

Cet amendement règle la question des possibilités de résiliation du contrat dans le chef des deux parties. Cette résiliation est possible à la fin de chaque trimestre. Si le client met fin anticipativement au

contractenrecht. Spreker realiseert zich wel dat in onderhavige materie een *sui generis*-contract nodig is. Anderzijds wenst hij nadrukkelijk zijn bezorgdheid te uiten met betrekking tot eventuele misbruiken van dergelijke bedingen door consumentenorganisaties of andere. Dergelijke contractuele bedingen dienen zeldzame uitzonderingen te blijven.

Een lid merkt op dat dit beding op zijn plaats is in een bemiddelingscontract voor een huwelijk. Deze materie valt uiteraard niet te vergelijken met de aankoop van een auto of een koelkast, waar meestal wel sprake zal zijn van een duidelijke voorafgaande beslissing.

Vanzelfsprekend kan dit beding niet worden vergemeend tot anderssoortige contracten.

De Vice-Eerste Minister is eveneens van mening dat een dergelijk beding uitzonderlijk dient te blijven. In onderhavige materie is dit beding evenwel verantwoord door het specifiek karakter van de huwelijksbemiddeling.

Hierop dienen *de heren Thissen, De Clerck en Tomas* een amendement n° 27 in. Het strekt ertoe in § 2, tweede lid, van de door amendement n° 23 voorgestelde tekst, te preciseren dat de schriftelijke instemming van de klant met de wijze waarop persoonsgegevens aan derden worden medegedeeld, dient te worden verkregen « op straffe van nietigheid van de overeenkomst ».

De indieners vrezen dat zonder deze sanctie de opgelegde verplichting niet zal worden nageleefd.

Een lid is van mening dat de in het voorstel voorziene strafsancities reeds volstaan.

De Vice-Eerste Minister geeft ook de voorkeur aan de aanvullende burgerrechtelijke sanctie van de nietigheid van de overeenkomst.

*
* *

Amendement n° 14 van de heer De Clerck werd ingetrokken.

Subamendement n° 27 van de heer Thissen c.s. wordt aangenomen met 25 stemmen en 3 onthoudingen.

Het aldus gewijzigde amendement n° 23, tot vervanging van de tekst van artikel 6, van de heer Tomas c.s. wordt aangenomen met 24 stemmen en 4 onthoudingen.

Art. 7

De heer De Clerck trekt zijn amendement n° 15 in. Hij verwijst naar de discussie bij artikel 6.

De regering dient hierop een amendement n° 5 in, strekkende tot vervanging van de twee laatste leden van § 2.

Het amendement regelt de mogelijkheden tot opzegging van de overeenkomst, in hoofde van beide partijen. Deze opzegging kan gebeuren aan het eind van ieder kwartaal. In geval de klant de overeen-

contrat, il peut lui être réclamé le versement d'une indemnité qui ne peut être supérieure à 30 % du prix global.

Ainsi est consacré le droit de chacune des parties de mettre fin au contrat sans devoir justifier d'un motif précis. Cet amendement limite en même temps la faculté de résiliation en ce qu'il prévoit que le client peut se voir réclamer le versement d'une indemnité.

M. Thissen et consorts présentent un *sous-amendement* (n° 24) tendant à apporter des corrections techniques au texte de l'amendement n° 5 en vue de préciser ce dernier.

*
* *

Votre rapporteur fait observer qu'il y a lieu de mettre le texte de l'article 7, § 1^{er}, en concordance avec celui de l'article 6.

L'amendement n° 15 de M. De Clerck est retiré.

L'amendement n° 24 de M. Thissen et consorts est adopté par 23 voix contre 3 et une abstention.

L'amendement n° 5, ainsi modifié, du Gouvernement ainsi que l'article 7, tel qu'il a été modifié, sont adoptés par 23 voix contre 3 et une abstention.

Art. 8

Le Vice-Premier Ministre présente un *amendement* (n° 6) tendant à remplacer le texte de l'article 8. L'amendement prévoit en premier lieu que le paiement du prix doit être échelonné sur la durée totale du contrat. Il dispose en outre qu'il est interdit de faire signer par le client ou par la caution une lettre de change ou un billet à ordre en garantie du paiement des engagements contractés. L'amendement interdit enfin l'acceptation d'un chèque à titre de sûreté du paiement de la somme due.

*
* *

L'amendement n° 6 du Gouvernement et l'article 8, tel qu'il a été modifié, sont adoptés par 26 voix et une abstention.

Art. 9

Cet article ne donne lieu à aucune observation.

Il est adopté à l'unanimité.

komst voortijdig beëindigt, kan een vergoeding worden gevraagd die maximaal 30 % van de totale prijs mag bedragen.

Aldus wordt bekrachtigd dat beide partijen de overeenkomst kunnen beëindigen zonder duidelijk motief. Tegelijkertijd wordt de mogelijkheid tot ontbinding beperkt doordat van de klant een vergoeding kan worden geëist.

Hierop dient *de heer Thissen c.s.* een *subamendement* n° 24 in, dat technische correcties aanbrengt in de tekst van amendement n° 5, waardoor dit laatste wordt verduidelijkt.

*
* *

Uw rapporteur wijst erop dat de tekst van artikel 7, § 1, in overeenstemming moet worden gebracht met die van artikel 6.

Amendement n° 15 van de heer De Clerck werd ingetrokken.

Amendement n° 24 van de heer Thissen c.s. wordt aangenomen met 23 tegen 3 stemmen en 1 onthouding.

Het aldus gewijzigde amendement n° 5 van de regering evenals het aldus gewijzigde artikel 7, worden aangenomen met 23 tegen 3 stemmen en 1 onthouding.

Art. 8

De Vice-Eerste Minister dient een *amendement* n° 6 in, strekkende tot vervanging van de tekst van artikel 8. Het amendement bepaalt in de eerste plaats dat de betaling van de prijs moet worden gespreid over de hele duur van de overeenkomst. Bovendien wordt verboden dat men de klant of zijn borg een wisselbrief of een orderbriefje zou doen ondertekenen, als waarborg voor de betaling van de aangegane verbintenissen. Tenslotte verbiedt het amendement het in ontvangst nemen van een cheque tot zekerheid van de terugbetaling van het verschuldigde.

*
* *

Amendement n° 6 van de regering en het aldus gewijzigde artikel 8 wordt aangenomen met 26 stemmen en 1 onthouding.

Art. 9

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt.

Het wordt eenparig aangenomen.

Art. 10

Le Vice-Premier Ministre présente un amendement (n° 7) tendant à adapter l'article 10 aux articles modifiés précédemment et à alourdir les peines prévues initialement (peines d'emprisonnement et amendes).

*
* *

L'amendement n° 7 du Gouvernement est adopté à l'unanimité.

Art. 11

Cet article ne donne lieu à aucune observation.

Il est adopté à l'unanimité.

Art. 11bis (nouveau)

Le Vice-Premier Ministre présente un amendement (n° 8) tendant à insérer un article 11bis (nouveau). Cet amendement prévoit que les peines prévues à l'amendement n° 7 s'appliquent également à quiconque fait ou fait faire de la publicité pour des offres de rencontres dans des formes qui portent atteinte à la dignité humaine, notamment en présentant une image dégradante de l'homme ou de la femme. Cette disposition vise certaines pratiques scandaleuses de certaines agences et autres intermédiaires qui se livrent à un véritable trafic de femmes.

*
* *

L'amendement n° 8 du Gouvernement est adopté à l'unanimité.

Art. 11ter (nouveau)

Le Vice-Premier Ministre présente un amendement (n° 9) tendant à permettre au juge de prononcer des peines accessoires (notamment la fermeture de l'établissement et l'interdiction d'exploiter un tel établissement ou d'y être employé) contre les personnes punies en vertu des dispositions précédentes.

*
* *

L'amendement n° 9 du Gouvernement est adopté à l'unanimité.

Art. 10

De Vice-Eerste Minister dient een amendement n° 7 in. Dit amendement past artikel 10 aan aan de hiervoor gewijzigde artikelen en verzwaart de oorspronkelijk voorziene sancties (gevangenisstraffen en geldboetes).

*
* *

Amendement n° 7 van de regering wordt eenparig aangenomen.

Art. 11

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt.

Het wordt eenparig aangenomen.

Art. 11bis (nieuw)

De Vice-Eerste Minister dient een amendement n° 8 in, strekkende tot invoeging van een artikel 11bis (nieuw). Dit amendement bepaalt dat de in amendement n° 7 bepaalde strafsancities eveneens van toepassing zijn op degene die reclame maakt of doet maken voor voorstellen tot het organiseren van ontmoetingen onder een vorm die afbreuk doet aan de menselijke waardigheid, meer bepaald door een ontorend beeld te geven van man of vrouw. Aldus worden bepaalde beschamende praktijken gevisceerd van een aantal agentschappen en andere tussenpersonen die zich lenen tot een ware handel in vrouwen.

*
* *

Amendement n° 8 van de regering wordt eenparig aangenomen.

Art. 11ter (nieuw)

De Vice-Eerste Minister dient een amendement n° 9 in. Dit amendement voorziet in de mogelijkheid voor de rechter om bijkomende straffen (onder meer sluiting van de inrichting en verbod om een dergelijke inrichting te exploiteren of erin tewerkgesteld te zijn) uit te spreken tegen degenen die krachtens de voorgaande artikelen worden gestraft.

*
* *

Amendement n° 9 van de regering wordt eenparig aangenomen.

Art. 11quater (nouveau)

Le Vice-Premier Ministre présente un amendement (n° 10) tendant à insérer dans l'article 380quater du Code pénal une disposition nouvelle sanctionnant explicitement le recours à la publicité, destinée à inciter, par l'allusion qui y est faite, à l'exploitation sexuelle des adultes ou des enfants.

Cet amendement est inspiré par le souci de sanctionner de manière spécifique la publicité, émanant d'agences de voyage, qui fait référence à la possibilité de faire du tourisme sexuel, principalement dans les pays d'Asie du Sud-Est, et fait de cette possibilité un argument de vente.

De telles publicités semblent en effet circuler sur le territoire belge.

*
* *

L'amendement n° 10 du Gouvernement est adopté à l'unanimité.

Art. 12

Le Vice-Premier Ministre présente un amendement (n° 11) tendant à supprimer l'article 12.

Cet article permettait au Ministre des Affaires économiques de retirer ou de suspendre l'agrément.

Or, l'amendement n° 2 a remplacé la formalité de l'agrément par celle d'un enregistrement, qui lui n'est pas soumis au respect de conditions de conformité à la loi. L'article 12 devient dès lors sans objet.

*
* *

L'article 12 est ensuite rejeté à l'unanimité.

Art. 12bis (nouveau)

Le Vice-Premier Ministre présente un amendement (n° 12) tendant à insérer un nouvel article 12bis dans la proposition à l'examen. Cet article complète l'article 2 de la loi du 26 mai 1914 sur la répression de la traite des blanches par la mention de certains articles de la présente loi.

Ainsi, les tribunaux belges pourront poursuivre tant le Belge que l'étranger complice qui se seront rendus coupables à l'étranger des infractions définies dans la proposition à l'examen.

*
* *

L'amendement n° 12 du Gouvernement est adopté à l'unanimité.

Art. 11quater (nieuw)

De Vice-Eerste Minister dient een amendement n° 10 in. Het strekt ertoe in artikel 380quater van het Strafwetboek een nieuwe bepaling in te voegen, waarbij reclame die een toespeling maakt op de seksuele uitbuiting van volwassenen en kinderen on-dubbelzinnig en expliciet strafbaar wordt gesteld.

Dit amendement is ingegeven door de bezorgdheid om op een specifieke wijze de reclame te bestraffen, uitgaande van reisagentschappen, die verwijst naar de mogelijkheid van sekstoerisme, vooral naar landen in Zuid-Oost-Azië, en die daarvan een verkoop-sargument maakt.

Dergelijke reclame schijnt inderdaad verspreid te worden op Belgisch grondgebied.

*
* *

Amendement n° 10 van de regering wordt eenparig aangenomen.

Art. 12

De Vice-Eerste Minister dient een amendement n° 11 in, strekkende tot schrapping van artikel 12.

Dit artikel voorzag in de mogelijkheid tot intrekking van de erkenning door de Minister van Economische Zaken.

Daar amendement n° 2 de erkenning vervangt door een registratie — die zelf niet is onderworpen aan enige legaliteitsvoorwaarde — is het artikel overbodig.

*
* *

Artikel 12 wordt vervolgens eenparig verworpen.

Art. 12bis (nieuw)

De Vice-Eerste Minister dient een amendement n° 12 in, strekkende tot invoeging van een nieuw artikel 12bis. Het voorgestelde artikel vult artikel 2 van de wet van 26 mei 1914 tot bestrijding van de handel in vrouwen en meisjes aan met de verwijzing naar een aantal artikelen van onderhavige wet.

Aldus zullen zowel de Belg als de medeplichtige vreemdeling, die zich in het buitenland schuldig hebben gemaakt aan de strafbare feiten beschreven in dit wetsvoorstel door de Belgische rechtbanken kunnen worden vervolgd.

*
* *

Amendement n° 12 van de regering wordt eenparig aangenomen.

Art. 12^{ter}

Le Vice-Premier Ministre présente un amendement (n° 13) visant à insérer un article 12^{ter} (nouveau) rendant le livre I^{er} du Code pénal intégralement applicable aux infractions prévues par la proposition de loi à l'examen.

*
* *

L'amendement n° 13 du Gouvernement est adopté à l'unanimité.

Art. 13

*M. De Clerck et consorts présentent un amendement (n° 25) prévoyant que contrairement aux autres articles de la proposition de loi, qui entrent en vigueur un mois après sa publication au *Moniteur belge*, l'article 2 entrera en vigueur à la date fixée par le Roi.*

Les entreprises de courtage matrimonial ne pourront en effet se conformer à l'obligation qui leur est faite à l'article 2 de se faire enregistrer auprès du Ministère des Affaires économiques que lorsque les modalités de cet enregistrement auront été fixées par le Roi.

*
* *

L'amendement n° 25 de M. De Clerck et consorts est adopté par 26 voix et une abstention.

*
* *

L'ensemble du projet, tel qu'il a été modifié et figure au doc. n° 81/7, est adopté par 23 voix et 4 abstentions.

Le Rapporteur,

A. SCHELLENS

Les Présidents,

Ch.-F. NOTHOMB
E. BALDEWIJNS

Art. 12^{ter}

De Vice-Eerste Minister dient een amendement n° 13 in strekkende tot invoeging van een nieuw artikel 12^{ter}. Aldus wordt boek I van het Strafwetboek integraal toepasbaar gemaakt op de misdrijven bedoeld in dit wetsvoorstel.

*
* *

Amendement n° 13 van de regering wordt eenparig aangenomen.

Art. 13

*De heer De Clerck c.s. dient een amendement n° 25 in. Dit amendement bepaalt dat artikel 2 — in tegenstelling tot de andere artikelen van het wetsvoorstel die in werking treden één maand na de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* — in werking treedt op de door de Koning te bepalen datum.*

Immers, aan de bij artikel 2 aan de huwelijksbureaus opgelegde verplichtingen om zich door het Ministerie van Economische Zaken te laten registreren, kan pas worden voldaan nadat de Koning de wijze van registratie zal hebben bepaald.

*
* *

Amendement n° 25 van de heer De Clerck c.s. wordt aangenomen met 26 stemmen en 1 onthouding.

*
* *

Het gehele wetsontwerp, zoals het werd gewijzigd en is afgedrukt in stuk n° 81/7, wordt aangenomen met 23 stemmen en 4 onthoudingen.

De Rapporteur,

A. SCHELLENS

De Voorzitters,

Ch.-F. NOTHOMB
E. BALDEWIJNS